

Étude des crédits 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Volet Travail

Ministère du Travail, de l'Emploi
et de la Solidarité sociale



ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

Volet Travail

Demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Numéro 2022-2023	Renseignements particuliers 2022-2023– Opposition officielle
1	Sommes dépensées par votre ministère et ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Préciser s'il s'agit d'achats de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou de l'ITQ1). Fournir les prévisions pour 2022-2023.
2	Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels a participé le ministère en 2021-2022, en indiquant pour chacun : a) son mandat; b) la liste des membres; c) le budget dépensé; d) le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres; e) les résultats atteints.
3	Nombre et pourcentage d'employés occasionnels par secteurs au ministère et dans chaque organisme qui en relèvent en 2021-2022 et comparaison avec les cinq années financières précédentes. Préciser pour chaque secteur et pour chaque année le nombre et le pourcentage d'employés devenus permanents.
5	Pour chaque programme créé en 2021-2022, fournir la liste des employés affectés, quel que soit leur statut, par programme et par région.
7	Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2021-2022 : a) la liste de tous les concours et tirages réalisés; b) les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix ; c) l'objectif visé par la tenue de chacun des concours ; d) la liste des concours qui ont pris fin.
8	Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2021-2022 : a) le nombre d'employés et le nom des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques; b) le montant dépensé par la direction, département ou division des communications et/ou affaires publiques; c) le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques avec d'autres instances ou organismes publics, ventilé par instances ou organismes; d) le montant total des sommes investies en veille médiatique au sein de la direction des communications. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées; e) le montant total des sommes investies en veille médiatique au sein du cabinet du ministre. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées. f) le montant total des sommes dépensées dans la traduction des documents de communication, et les langues vers lesquelles ces documents ont été traduits.
9	Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, la liste des programmes de financement ou de subvention, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, en indiquant pour chacun, pour 2021-2022. Fournir également la liste des projets qui ont été rejetés pour chaque programme : a) le nom et la nature des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention; b) le nom du ou des organismes bénéficiaires; c) le montant qui leur a été accordé.
10	Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, le total et la ventilation des créances et/ou amendes à recouvrer pour 2020-2021 et 2021-2022, l'âge des créances et les moyens entrepris pour les recouvrer. Prévisions pour 2022-2023.
11	Liste et copie de toutes les recherches commandées en 2021-2022 en incluant les coûts et les appels d'offres et les contrats de gré à gré.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

Volet Travail

Demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Numéro 2022-2023	Renseignements particuliers 2022-2023– Opposition officielle
13	Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2021-2022. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts. Identifier les textes et documents qui ont été choisis pour la traduction.
16	Pour les conflits de travail recensés au Québec par le ministère du Travail, fournir pour l'année 2021-2022 : a) le nombre de conflits de travail; b) la chronologie des actions prises; c) la durée moyenne de ces conflits; d) le nombre de demandes de médiation; e) le nombre de médiateurs nommés par le ministère; f) les antécédents professionnels de ces médiateurs (carrière syndicale, patronale, fonctionnaire, professeur, avocat patronal/syndical); g) l'initiateur de la demande de médiation (syndical ou patronal ou autre); h) les coûts engendrés par ces demandes de médiation.
18	Liste détaillée des critères exigés pour l'octroi de permis pour la référence de main-d'œuvre.
19	Ressources du ministère du Travail affectées au Bureau des permis.
20	Liste des demandes de permis reçues, en indiquant si celui-ci a été délivré ou non, et les raisons appuyant l'acceptation ou le refus de la demande.
21	Fournir la liste des nouvelles dépenses en 2021-2022. Prévisions pour 2022-2023.
22	Les crédits dédiés ainsi que les copies des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant une refonte du Code du travail pour 2021-2022.
24	Les crédits dédiés ainsi que les copies des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant l'allègement de la bureaucratie pour les entrepreneurs et les travailleurs autonomes pour 2021-2022.
25	Les copies des études, analyses, recherches, sondages et le nombre de plaintes et procédures judiciaires en suivi de l'adoption du projet de loi no 51, <i>Loi visant à améliorer la flexibilité du régime d'assurance parentale afin de favoriser la conciliation travail-famille</i> .
26	Les crédits dédiés ainsi que les copies des études et analyses différenciées selon les sexes. Liste du personnel affecté à cette analyse, des rencontres et des consultations d'experts pour 2021-2022.
27	Les crédits dédiés ainsi que les copies des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant l'élimination des clauses orphelines pour 2021-2022.
28	Les crédits dédiés ainsi que les copies des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant la hausse de congés payés. Liste des rencontres et des consultations pour 2021-2022.
29	Les crédits dédiés ainsi que les copies des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant le harcèlement psychologique et sexuel au travail. Liste des rencontres et des consultations pour 2021-2022.
30	Les crédits dédiés ainsi que les copies des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant les agences de placement pour 2021-2022.
31	Le nombre de plaintes et de procédures judiciaires incluant les sujets et les crédits alloués au traitement de ces éléments concernant les agences de placement pour 2021-2022.
32	Les crédits dédiés ainsi que les copies des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant la requalification de la main-d'œuvre. Liste de personnel affecté à cet enjeu, liste des rencontres et des experts consultés pour 2021-2022.
33	Les crédits dédiés et les copies des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant la hausse du salaire minimum pour 2021-2022.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

Volet Travail

Demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Numéro 2022-2023	Renseignements particuliers 2022-2023– Opposition officielle
34	Les crédits dédiés ainsi que les copies des études, analyses, recherches, scénarios ou projections concernant l'implantation d'un système permettant de prendre en compte différents paramètres sociaux et économiques dans l'augmentation du salaire minimum pour 2021-2022.
35	Les crédits dédiés et les copies des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant le salaire des cueilleurs de petits fruits pour 2021-2022.
36	Les crédits dédiés ainsi que les copies des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant les travailleurs agricoles pour 2021-2022.
37	Les crédits dédiés ainsi que la liste des projets ou des activités, liés au Plan Nord et à la Stratégie maritime, financés à même le budget du ministère du Travail pour 2021-2022.
38	Les crédits dédiés ainsi que le nombre de conciliateurs/médiateurs pour 2021-2022.
39	Nombre de dossiers traités par un médiateur/conciliateur pour 2021-2022.
42	Indiquer les mesures et les sommes engagées pour prévenir et lutter contre les violences sexuelles dans l'ensemble des milieux de travail pour 2021-2022.
43	Indiquer si le Comité interministériel pour la révision du salaire minimum a effectué une analyse différenciée selon les sexes (ADS) pour décider de l'évolution du salaire minimum. Indiquer si votre ministère a produit une ADS pour 2021-2022.
44	Les crédits dédiés à la négociation et au règlement des conflits de travail, en incluant la liste de ceux-ci pour 2021-2022.
45	Par programme, donner le niveau des crédits demandés au Conseil du trésor pour les années 2021-2022 et 2022-2023.
48	Pour le ministère et chacun des organismes, agences, ou autres relevant du ministère, veuillez nous indiquer le nombre de postes abolis alors que l'employé était sous le régime du RQAP au cours de la dernière année, par région et en incluant les raisons de l'abolition du poste.
49	Pour le ministère et chacun des organismes, agences, ou autres relevant du ministère, veuillez nous indiquer le nombre de postes mutés alors que l'employé était sous le régime du RQAP au cours de la dernière année, par région et en incluant les raisons de mutation du poste.
50	Crédits dédiés au règlement encadrant les activités des agences de placement de personnel et des agences de recrutement de travailleurs étrangers temporaires : a) Les dépenses juridiques; b) Le nombre de rencontres, préalablement au nouveau règlement, ventilé par date et en précisant les groupes rencontrés; c) Les crédits alloués ainsi que les copies des analyses, des études d'impacts et le plan de déploiement.
51	La liste, ainsi que les décrets modifiant des conventions collectives en 2021-2022.
52	Les crédits dédiés ainsi que les copies des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant les décrets de convention collective, ventilés par décret.
53	Les crédits dépensés dans le cadre de la Journée internationale des travailleuses et travailleurs.
54	Les crédits alloués, le nombre de bénéficiaires, le montant dépensé et le montant moyen octroyé à ceux-ci, ainsi que le bilan pour le projet pilote visant à soutenir les entreprises et les travailleurs saisonniers.
55	Concernant l'accès à l'information : a) Nombre d'effectifs supplémentaires affectés au traitement des demandes d'accès à l'information en 2021-2022. b) Nombre de demandes d'accès à l'information reçues en 2021-2022. c) Nombre de demandes d'accès répondues dans le délai prescrit par la Loi en 2021-2022.
56	Liste des avis demandés par le ministre ou le gouvernement au CCTM et copie des avis transmis au ministre pour 2021-2022 en indiquant l'état des travaux en cours.
57	Liste et copie des avis réalisés à l'initiative du CCTM pour 2021-2022.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

Volet Travail

Demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Numéro 2022-2023	Renseignements particuliers 2022-2023– Opposition officielle
58	Nombre de plaintes traitées par le CCTM concernant les arbitres de grief, nombre de décisions rendues et nombre de cas en délibéré pour 2021-2022. Fournir l'objet de la plainte.
59	Liste des dépenses de fonctionnement pour 2021-2022 et prévisions pour 2022-2023.
60	Liste des bureaux régionaux et effectifs étant rattachés, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux et prévisions pour 2022-2023.
61	Nombre de dossiers au BEM pour 2021-2022.
62	Nombre d'avis confirmant ou infirmant l'opinion du médecin traitant.
63	Nombre d'avis demandés par la CNESST et nombre d'avis demandés par les employeurs pour 2021-2022.
64	Liste des médecins du BEM approuvée selon l'article 216 de la <i>Loi sur les accidents de travail et les maladies professionnelles</i> pour 2021-2022. Ventilation par spécialité. Pour chacune des années, honoraires versés par médecin et par spécialité, et nombre de cas traités par médecin.
65	Nombre de patients traités par médecin ayant participé au BEM pour 2021-2022. Ventilation par lésion ou maladie professionnelle.
66	Ventilation des coûts de fonctionnement du BEM pour 2021-2022 et les prévisions pour 2022-2023.
67	Répartition de l'effectif selon la spécialité et heures travaillées pour 2021-2022 et les prévisions pour 2022-2023.
68	Nombre d'avis sans divergence d'opinions (contestation) demandés par la CNESST, pour 2021-2022.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

Volet Travail

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Questions dont les réponses en date du 31 décembre 2021 figurent sur le site internet du Ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels <https://www.mtess.gouv.qc.ca/diffusion-information/index.asp>

14. Fournir la liste des formations, conférences, ateliers, accompagnement ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère.
 15. Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, fournir pour 2021-2022 et les prévisions pour 2022-2023 :
 - a) le nom de toutes les campagnes ;
 - b) les coûts de ces campagnes ;
 - c) le nom de la firme ou du professionnel retenu pour la réaliser ;
 - d) les dates de diffusion de la campagne ;
 - e) les objectifs visés par chaque campagne.
-

Questions dont les réponses seront transmises par un autre ministère ou organisme

4. Pour chacun des organismes, indiquer les agences, conseils, comités ou autres relevant du ministère pour l'année 2021-2022. Fournir :
 - a) la liste des employés, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération ;
 - b) la liste des membres du conseil d'administration ;
 - c) la liste des personnes qui ont été nommées ou dont le mandat a été renouvelé, en incluant leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur CV ;
 - d) leurs frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation. **(CCQ, CNESST, TAT)**
 6. Fournir les montants ventilés pour tout organisme relevant du ministère, concernant le Bureau de la présidence ou de la haute direction :
 - a) les frais de déplacement ;
 - b) les frais de représentation ;
 - c) les frais de repas ;
 - d) les frais de voyage ;
 - e) les frais de préparation aux congrès, colloques, sommets, conférences, etc. **(CCQ, CNESST, TAT)**
 12. Pour chacun des organismes, agences, conseils, comités ou autres relevant du ministère, indiquer le nombre d'employés, ventilé par catégorie d'emploi et par région. **(CCQ, CNESST, TAT)**
 17. Le nombre d'enquêtes pour fraude ou corruption menées par la Commission de la construction du Québec 2021-2022 ainsi que la ventilation des coûts totaux engendrés par ces enquêtes et des mesures prises par la Commission. **(CCQ)**
 23. Les crédits dédiés ainsi que les copies des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant la multiplication des programmes études-travail pour 2021-2022. **(Ministère de l'Enseignement supérieur).**
 40. État de situation concernant l'adoption d'un règlement visant la mise en accessibilité des édifices construits avant 1976 pour 2021-2022. **(Ministère des Affaires municipale et de l'Habitation)**
 41. État de situation concernant l'adoption du Règlement modifiant le Règlement de santé et sécurité du travail ainsi que le Code de sécurité des travaux de construction en matière de bruit, pour 2021-2022. **(CNESST)**
-

Questions non pertinentes à l'Étude des crédits

46. Dans le cadre du Régime québécois d'assurance parentale (RQAP) :
 - a) les dépenses enregistrées,
 - b) l'état du fonds,
 - c) montant disponible,
 - d) le nombre de parents bénéficiaires,
 - e) le nombre d'entreprises bénéficiaires.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

Volet Travail

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

47. À la suite de l'annonce de la bonification du Régime québécois d'assurance parentale, fournir le nombre de parents ayant pu bénéficier de la prestation minimale de 500 \$ en 2021-2022. Prévisions pour 2022-2023.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-01

Titre :

Sommes dépensées par votre ministère et ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Préciser s'il s'agit d'achats de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou de l'ITQ¹). Fournir les prévisions pour 2022-2023.

Exposé et statistiques :

Les dépenses en exploitation (informatique et technologies de l'information (TI)), pour la période du 1^{er} avril 2021 au 28 février 2022, s'élèvent à 88 638,2 k\$ et se répartissent ainsi :

Dépenses en exploitation (k\$)	Interne	Externe	ITQ ¹	Total
Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale	31 221,9	11 060,6	46 355,7	88 638,2

Pour la période du 1^{er} avril 2021 au 28 février 2022, les dépenses en investissement pour le portefeuille du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale se détaillent comme suit.

Dépenses en investissement (k\$)	Interne	Externe	ITQ ¹	Total
Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale	5 775,8	4 404,1	70,5	10 250,4

¹ Comprend les dépenses d'Infrastructures technologiques Québec (ITQ), du Centre d'acquisitions gouvernementales (CAG) et du Fonds des infrastructures et des services numériques gouvernementaux (FISNG).

SOURCE : DGRFC-SCRFI

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2022-03-15

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-02

Titre :

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels a participé le ministère en 2021-2022, en indiquant pour chacun :

- a) son mandat;
- b) la liste des membres;
- c) le budget dépensé;
- d) le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres;
- e) les résultats atteints.

Exposé et statistiques :

Vous référer à l'annexe ci-jointe.

SOURCE : Direction générale de la gouvernance, de l'analyse et de la performance
COLLABORATION : BSM / SGPO / EMPLOI-QUÉBEC / SSGRI / Secteur du Secrétariat du travail / Secteur des relations du travail / SPSQ / SRE / SSC/ SSAP
VALIDATION :
DATE : 2022_03_16

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-02 – Annexe 01

Titre :

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels a participé le ministère en 2021-2022, en indiquant pour chacun :

- a) son mandat;
- b) la liste des membres;
- c) le budget dépensé;
- d) le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres;
- e) les résultats atteints.

Exposé et statistiques :

Les coûts liés à la participation à ces comités englobent les frais annuels de transport, d'hébergement, de repas ou de visioconférence, s'il y a lieu, pour l'ensemble des participants du Ministère. Ils sont prévus à l'intérieur des activités régulières du Ministère.

Cette liste n'inclut pas :

- les comités formés du Ministère et d'un seul autre ministère ou organisme visant la mise en œuvre d'une entente administrative;
- les comités opérationnels émanant de comités plus stratégiques;
- les conseils d'administration;
- le Conseil de gestion de l'assurance parentale, le Centre d'étude sur la pauvreté et l'exclusion, le Comité consultatif de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, le Comité Entraide.

Nom du comité <u>interministériel</u>	Mandat du comité et principaux biens livrables	Direction responsable	Nombre total de personnes participantes	Provenance des personnes participantes (nom des directions)	Coût de participation MTESS
Comité de pilotage - ClicSÉQR volet Entreprises	<p>Mandat : Soutenir les MO utilisateurs du service afin d'assurer le fonctionnement efficace et harmonieux de l'utilisation du service ClicSÉQR – Entreprises.</p> <p>Principaux biens livrables : Recueillir les besoins, déterminer les priorités des travaux d'entretien, échanger sur la disponibilité du service et présenter les travaux d'évolution.</p>	MTESS (SPSQ-DPDOS)	15	Revenu Québec, MTESS, REQ, RBQ, MFA, MDELCC, SAAQ, MAMH, AMF, SCT, OPC, CNESST, MEI, CALQ, AMP	0 \$
Comité de pilotage clicSÉQR vol – citoyens	<p>Mandat : Soutenir les MO utilisateurs du service afin d'assurer le fonctionnement efficace et harmonieux de l'utilisation du service ClicSÉQR – Citoyens.</p> <p>Principaux biens livrables : Recueillir les besoins, déterminer les priorités des travaux d'entretien, échanger sur la disponibilité du service et présenter les travaux d'évolution.</p>	MTESS (SPSQ_DPDOS)	9	Revenu Québec, Retraite Québec, MDELCC, MTESS, OPC, RAMQ, AMF, CALQ, Groupement des assureurs automobiles	0 \$
Comité stratégique sur la simplification des démarches administratives à la suite d'un décès	<p>Mandat : Approuver les orientations et les livrables du Plan d'action gouvernemental de simplification des démarches administratives à la suite d'un décès.</p> <p>Principaux livrables : Mesures du plan d'action, projet de plan d'action, cadre de suivi et d'évaluation préliminaire, plan de communication.</p>	MTESS (SPSQ)	10	Bureau du coroner, Curateur public, CNESST, MJQ, MTESS (SPSQ, SRE) MSSS, MFQ, Retraite Québec, Revenu Québec, SAAQ	0 \$
Comité directeur sur la simplification des démarches administratives à la suite d'un décès	<p>Mandat : Veiller au bon déroulement des travaux et proposer un projet de plan d'action au comité stratégique.</p> <p>Principaux livrables : La mise en place de neuf chantiers de travail qui permettra d'identifier des pistes de solutions concrètes. Projet de fiches mesures à inclure au projet de plan d'action pour approbation au comité stratégique</p>	MTESS (SPSQ-DGSEOSEO)	10	Bureau du coroner, Curateur public, CNESST, MJQ, MTESS (SPSQ, DPAS, SRE, DDR), MSSS, MFQ, Retraite Québec, Revenu Québec, SAAQ	0 \$

Nom du comité <u>interministériel</u>	Mandat du comité et principaux biens livrables	Direction responsable	Nombre total de personnes participantes	Provenance des personnes participantes (nom des directions)	Coût de participation MTESS
<p>Table interministérielle en amélioration continue</p>	<p>Mandat : Créer un espace de partage des pratiques en amélioration continue entre les divers MO.</p> <p>Principaux biens livrables : Partage des connaissances et d'outils, échange sur les meilleures pratiques en matière d'amélioration continue dans les ministères et organismes gouvernementaux.</p>	<p>MTESS (DAC) (La responsabilité est variable entre les organisations membres)</p>	<p>Environ 50</p>	<p>FADQ; MTESS; RAMQ; SAAQ; CSPQ; CNEST, MELCC; MFQ, Retraite Québec; MSP; MT; MERN; MCE; Ville de Québec</p>	<p>0 \$</p>
<p>Comité stratégique du programme « Service québécois d'identité numérique »</p>	<p>Mandat : Déterminer les orientations stratégiques du projet. Veiller au bon déroulement des travaux et au respect des orientations gouvernementales, de la portée, des coûts et de l'échéancier. Prendre acte des états de situation qui lui sont soumis afin d'en approuver les recommandations.</p> <p>Principaux biens livrables :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Validation du dossier d'affaires du projet « Identité numérique citoyenne » <p>Suivre la réalisation du projet « Accès bonifié aux prestations électroniques Entreprises et Citoyens »</p>	<p>SCT (SPSQ-SSDPITN)</p>	<p>Environ 20</p>	<p>MTESS (SRE et SPSQ), SCT, RAMQ, SAAQ, ITQ, MSSS, Revenu Québec, MIQ</p>	<p>0 \$</p>
<p>Comité directeur du projet « Accès bonifié aux prestations électroniques Entreprises et Citoyens » du programme « Service québécois d'identité numérique »</p>	<p>Mandat : Veiller au bon déroulement des activités et des travaux de l'équipe noyau et des contributeurs selon la planification établie, dans le respect du carnet de produit.</p> <p>Principaux biens livrables : Assurer la réalisation du projet « Accès bonifié aux prestations électroniques Entreprises et Citoyens »</p>	<p>MCN (SPSQ-DPSQIN)</p>	<p>Environ 20</p>	<p>MTESS (DPDOS, DGST), MCN, Revenu Québec, RAMQ, SAAQ, CNEST</p>	<p>0 \$</p>

Nom du comité interministériel	Mandat du comité et principaux biens livrables	Direction responsable	Nombre total de personnes participantes	Provenance des personnes participantes (nom des directions)	Coût de participation MTESS
Comité stratégique interministériel sur la Stratégie gouvernementale de simplification des services aux citoyens et aux entreprises	Proposer au ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale un projet de Stratégie gouvernementale de simplification des services aux citoyens et aux entreprises	MTESS (SPSQ)	12	CNESST, RAMQ, SAAQ, MES, Retraite Québec, MSSS Revenu Québec, MEI, IQ, MJQ, MTESS	0 \$
Comité directeur interministériel de la Stratégie gouvernementale de simplification des services aux citoyens et aux entreprises	Proposer au Comité stratégique interministériel un projet de Stratégie gouvernementale de simplification des services aux citoyens et aux entreprises et son plan de mise en œuvre	MTESS (DGDSQ)	21	CNESST, RAMQ, SAAQ, MES, Retraite Québec, MSSS Revenu Québec, MEI, IQ, MJQ, MTESS	0 \$
Association canadienne des administrateurs de lois sur les corporations (CACLA)	<p>Mandat : Échange avec les partenaires qui ont le mandat législatif pour constituer des sociétés, des organismes sans but lucratif.</p> <p>Principaux biens livrables : Échanger sur les nouveautés qui ont lieu au cours de l'année (systèmes d'enregistrement et nouveautés technologiques) et échange de meilleures pratiques en matière de gestion de registre des entreprises.</p>	MTESS (RE-SRE) (La responsabilité est variable entre les organisations membres)	15	Ministère de l'Innovation, Sciences et Développement économique Canada; Représentants des registres des différentes provinces et des territoires	0 \$
International Association of Commercial Administrators (IACA)	<p>Mandat : Échange avec les partenaires qui ont le mandat législatif pour constituer des sociétés, des organismes sans but lucratif.</p> <p>Principaux biens livrables : Échanger sur les nouveautés qui ont lieu au cours de l'année (systèmes d'enregistrement et nouveautés technologiques) et échange de meilleures pratiques en matière de gestion de registre des entreprises.</p>	MTESS (SRE-RE) (La responsabilité est variable entre les organisations membres)	50	30 états américains; 5 provinces canadiennes; le gouvernement fédéral; représentants de 17 autres pays	500 \$

Nom du comité interministériel	Mandat du comité et principaux biens livrables	Direction responsable	Nombre total de personnes participantes	Provenance des personnes participantes (nom des directions)	Coût de participation MTESS
Comité des affaires du Registraire	<p>Mandat : Assurer le suivi et la réalisation des projets découlant de l'entente d'impartition.</p> <p>Principaux biens livrables : Partager l'information sur le suivi et la réalisation des projets afin d'assurer la mise en œuvre de l'entente, de convenir des correctifs à apporter, le cas échéant, et communiquer l'information concernant les divers suivis requis.</p>	MTESS (SRE-RE)	12	MTESS; RQ	0 \$
Comité directeur du suivi de l'entente portant sur l'impartition des services	<p>Mandat : Assurer le suivi de l'entente d'impartition de services entre le MTESS-RE et RQ. Trois volets sont abordés : technologie de l'information, traitement massif et communication.</p> <p>Principaux biens livrables : Suivi de l'entente.</p>	MTESS (SRE-RE)	12	MTESS; RQ	0 \$
Carrefour de l'emploi et de la formation	<p>Mandat : Faire converger, par le biais des portails Citoyens et Entreprises, l'ensemble de l'information sur les professions, les programmes de formations, les mesures et services relatifs à l'emploi.</p> <p>Principaux biens livrables : Le Site Web « Carrefour de l'emploi et de la formation » sur Québec.ca</p>	MTESS (DGPEPMT)	15	MTESS; MEES; MELCC; SCG	0 \$
Comité interministériel de l'action communautaire (CIAC)	<p>Mandat : Favoriser la concertation interministérielle et conseiller le ministre sur des orientations gouvernementales reliées à l'action communautaire et l'action bénévole.</p> <p>Principaux biens livrables : Participation aux travaux d'élaboration du Plan d'action gouvernemental en action communautaire; échange d'information concernant les pratiques des différents MO, soutien à la production de l'État de situation annuel, soutien à la mise en œuvre de la Stratégie gouvernementale en action bénévole.</p>	MTESS (DPLPAC)	38	MTESS; MFA; SAAQ; MEQ (secteur éducation et secteur loisir et sport); MES; MEI (secteur innovation et secteur économie); SCF; MJQ; MAMH; Secrétariat à la région métropolitaine (MAMH); SCT; SAJ (MCE); MELCC; MSP; MSSS; SA (MSSS); SAA (MCE); MRIF; OPHQ; SRQEA (MCE); SHQ; MIFI; MFQ, MFFP, OPC; MCC	0 \$

Nom du comité interministériel	Mandat du comité et principaux biens livrables	Direction responsable	Nombre total de personnes participantes	Provenance des personnes participantes (nom des directions)	Coût de participation MTESS
Comité interministériel des gestionnaires en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale	<p>Mandat : Assurer la gouvernance intersectorielle, la réalisation des travaux et soutenir le comité des sous-ministres adjoints.</p> <p>Principaux biens livrables : Contribuer à assurer la réalisation et la collaboration pour la mise en œuvre des mesures du Plan d'action gouvernemental pour l'inclusion économique et l'inclusion sociale (PAGIEPS).</p>	MTESS (DPLPAC)	30	MTESS; MEQ; MES; MIFI; MFA; MAMH; MSSS; MFQ; MERN; MTQ; MEI; MAPAQ; MCC; OPHQ; SCF; MJQ; SAJ (MCE); SAA (MCE); SA (MSSS); SHQ; MTO; RQ; MSP; MELCC	0 \$
Réseau des répondant(e)s interministériels en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale	<p>Mandat : Maintenir active la mission gouvernementale de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, collaborer à la mise en œuvre du PAGIEPS et participer au rapport d'activités annuel.</p> <p>Principaux biens livrables : Concertation des actions et partage d'information pour assurer la mise en œuvre du PAGIEPS.</p>	MTESS (DPLPAC)	31	MTESS; MEQ; MES; MIFI; MFA; MAMH; MSSS; MFQ; MERN; MTQ; MEI; MAPAQ; MCC; OPHQ; SCF; MJQ; SAJ (MCE); SAA (MCE); SA (MSSS); SHQ; MTO; RQ; MSP; MELCC.	0 \$
Comité tactique interministériel de la transformation du Curateur public	<p>Mandat : Rencontre avec les représentants des différents ministères et organismes pour qui le projet de loi 18 a un impact.</p> <p>Principaux biens livrables : Mise en œuvre du projet de loi 18 sur la transformation de la curatelle publique en tutelle par l'implantation de la mesure d'assistance.</p>	MTESS CPQ	6	MSSS, OPHQ MJ, et SCT	0 \$

Nom du comité <u>interministériel</u>	Mandat du comité et principaux biens livrables	Direction responsable	Nombre total de personnes participantes	Provenance des personnes participantes (nom des directions)	Coût de participation MTESS
Comité CPQ-MTESS	<p>Mandat : Rencontre avec les représentants du Curateur public du Québec et le MTESS.</p> <p>Principaux biens livrables : Discussions permettant la mise en place de façons de faire efficaces pour les deux organisations.</p>	MTESS CPQ	N/D	MTESS; CPQ	0 \$
Comité de suivi mise en œuvre et évaluation de la politique À part entière	<p>Mandat : Effectuer le suivi de la mise en œuvre et de l'évaluation de la politique À part entière.</p> <p>Principaux biens livrables : Rédaction du bilan annuel des actions.</p>	MTESS (DGAS) et OPHQ	3	MTESS; MCC; SCT; MFA; MT; MAMH; MSSS; MEES	130 \$
Comité tripartite de l'amélioration de l'administration et de l'offre de l'aide au revenu des premières nations	<p>Mandat : Informer Affaires autochtones et du Nord du Canada (AANC) et la Commission de la santé et des services sociaux des Premières Nations du Québec et du Labrador (CSSSPNQL) des différents changements à la loi et au règlement sur l'aide aux personnes et aux familles.</p> <p>Principaux biens livrables : S. O.</p>	MTESS (DSANAS)	5	AADNC; MTESS; APNQL	0 \$
Forum Justice et santé mentale	<p>Mandat : Pour la clientèle de l'AFDR présentant un profil troubles de santé mentale/judiciarisation, effectuer les arrimages avec le MJQ et le MTESS.</p> <p>Principaux biens livrables : S. O.</p>	MTESS (DGAS)	2	MSSS; MJQ	80 \$

Nom du comité <u>interministériel</u>	Mandat du comité et principaux biens livrables	Direction responsable	Nombre total de personnes participantes	Provenance des personnes participantes (nom des directions)	Coût de participation MTESS
Comité d'évaluation interministériel du PAGIEPS	<p>Mandat : Le mandat est d'assurer la participation des différents MO engagés dans le PAGIEPS à son évaluation et de recenser et partager les évaluations des mesures du plan d'action.</p> <p>Principaux biens livrables : Production d'un cadre de suivi et d'évaluation préliminaire, de cadres d'évaluation ou méthodologiques spécifiques à certaines mesures et réalisation de l'évaluation.</p>	MTESS (DE)	13	MTESS; MAPAQ; MFA; MCC; MEES; MFQ; MJQ; MSSS; Revenu Québec; OPHQ; SCF; MCE; SHQ	0 \$
Comité fédéral - provincial - territorial des directeurs du soutien au revenu	<p>Mandat : Le comité des directeurs FPT du soutien du revenu a pour objectif d'appuyer l'amélioration des politiques et des pratiques relatives aux différents programmes de soutien du revenu existants au Canada.</p> <p>Principaux biens livrables : En plus de permettre à la Direction générale de l'assistance sociale (DGAS) d'obtenir des informations à jour sur les programmes et les clientèles de la sécurité du revenu de l'ensemble des provinces et des territoires du Canada (comparaison des barèmes, des clientèles, des lois et des règlements, biens et avoirs liquides, revenus de travail permis), la participation au comité des directeurs FPT de la sécurité du revenu permet au Ministère de respecter ses obligations, prévues lors de la rédaction de mémoires au Conseil des ministres en matière de comparaisons interprovinciales.</p>	Manitoba et gouvernement fédéral Direction responsable – MTESS (DPAS)	2	MTESS; représentants des autres provinces et territoires au Canada	0 \$

Nom du comité interministériel	Mandat du comité et principaux biens livrables	Direction responsable	Nombre total de personnes participantes	Provenance des personnes participantes (nom des directions)	Coût de participation MTESS
Comité directeur sur les activités socioprofessionnelles et communautaires	<p>Mandat : Soutenir et encadrer les travaux portant sur le développement d'une vision commune entre les ministères sur les besoins des personnes ayant une déficience et leur famille, sur les trajectoires de services ainsi que sur le partage des rôles et responsabilités, notamment par l'adoption d'un cadre de référence national MTESS-MSSS dans une perspective de complémentarité.</p> <p>Principaux biens livrables : Produire un document sur une vision commune.</p>	MTESS	7 (2 du MTESS et 5 des autres ministères)	MTESS; MSSS; MTESS (DAS et DEAFC); MFA; MT	150 \$
Groupe de travail interministériel du Chantier 3 du Projet de simplification des démarches d'accès aux programmes et mesures destinés aux personnes handicapées et à leur famille	<p>Mandat : Mettre en place un mécanisme soutenant la concertation interréseaux et l'accès aux démarches de plan de services.</p> <p>Principaux biens livrables : Implantation d'équipes dédiées interréseaux.</p>	OPHQ	8	OPHQ, MSSS, MES, MEQ, MFA, MTESS (DPAS et DPES)	0 \$
Comité conjoint Canada – Québec Entente de mise en œuvre relative au marché du travail (CCC-Q)	<p>Mandat : Faciliter la mise en œuvre et le suivi des dispositions de nature permanente de l'entente de mise en œuvre et de l'entente de principe.</p> <p>Principaux biens livrables : Tous travaux nécessaires pour la bonne marche du suivi et de la mise en œuvre de l'entente.</p>	MTESS (DGPEPMT) coprésidence au CCC-Q pour le Québec	10	MTESS; SC; EDSC	0 \$

Nom du comité <u>interministériel</u>	Mandat du comité et principaux biens livrables	Direction responsable	Nombre total de personnes participantes	Provenance des personnes participantes (nom des directions)	Coût de participation MTESS
Comité de pilotage et de suivi du Rendez-vous national sur la main-d'œuvre	<p>Mandat : Donner son avis au ministre sur l'identification des enjeux, des orientations, des thématiques et des actions à privilégier dans la Stratégie.</p> <p>Principaux biens livrables : Déterminer les propositions et les enjeux qui feront partie de la Stratégie nationale sur la main-d'œuvre.</p>	MTESS MEES	16	CPQ; FCEI; FCCQ; MEQ; RJCCQ; CSD; CSQ; CSN; FTQ; MTESS; MEES; CPMT	0 \$
Comité de suivi – Étude du Plan Nord du MES	<p>Mandat : Dresser un portrait de la situation au nord du 49^e parallèle, notamment sur les besoins en main-d'œuvre et en formation professionnelle, collégiale et universitaire.</p> <p>Principaux biens livrables : Devis de recherche et appel d'offre, sélection de la firme, revue de littérature, recherche documentaire et analyse de type benchmark, entrevues auprès d'entreprises et d'intervenants stratégiques.</p>	MTESS (DPES)	N/D	MTESS	0 \$
Comité de travail MIFI-MTESS sur le mécanisme de suivi de l'intégration des personnes immigrantes	<p>Mandat : Travailler conjointement à l'élaboration d'un mécanisme de suivi et suivre régulièrement l'intégration économique des personnes immigrantes nouvellement arrivées une fois le mécanisme mis en œuvre.</p> <p>Principaux biens livrables : Mettre en œuvre un mécanisme de suivi : Exploitation des données du recensement 2016 et de l'EPA, mettre en place une enquête sur l'intégration au marché du travail des personnes immigrantes nouvellement arrivées.</p>	MTESS (DR)	5	MIFI; MTESS (DPES et DAIMT)	0 \$

Nom du comité interministériel	Mandat du comité et principaux biens livrables	Direction responsable	Nombre total de personnes participantes	Provenance des personnes participantes (nom des directions)	Coût de participation MTESS
Comité directeur MIFI-MTESS	<p>Mandat : Échanges sur les dossiers communs (intégration et sélection).</p> <p>Principaux biens livrables : Suivi des travaux.</p>	Coprésidé MIFI-MTESS	Environ 10	MTESS; MIFI	0 \$
Comité interministériel sur la Stratégie nationale pour l'intégration et le maintien en emploi des personnes handicapées 2019-2024	<p>Mandat : Susciter des engagements gouvernementaux et s'assurer de la cohérence entre les différents engagements des MO.</p> <p>Principaux biens livrables : Détermination d'engagements gouvernementaux, par les MO.</p>	MTESS (DPES)	7	MSSS; MTESS; MEES; SCT; OPHQ	0 \$
Comité interministériel d'évaluation de la Stratégie nationale pour l'intégration et le maintien en emploi des personnes handicapées 2019-2024	<p>Mandat : Le mandat est d'assurer la participation des principaux MO engagés dans la Stratégie à son évaluation et de recenser et partager les évaluations de ses mesures.</p> <p>Principaux biens livrables : Cadre et rapport d'évaluation.</p>	MTESS (SGPO – Direction de l'évaluation)	6	MTESS; MEES; OPHQ; MSSS	0 \$
Comité stratégique en adéquation formation emploi	<p>Mandat : Soutenir le comité interministériel, suivre la mise en œuvre des mesures du plan d'action concertée en AFCE (adéquation formation-compétences-emploi) et superviser la mise en œuvre du processus décisionnel.</p> <p>Principaux biens livrables : Assurer la coordination des ministères en matière d'adéquation formation-emploi.</p>	MTESS (BSMA-EQ)	10	MIFI; MEI; MEES; CCQ; CPMT	0 \$

Nom du comité interministériel	Mandat du comité et principaux biens livrables	Direction responsable	Nombre total de personnes participantes	Provenance des personnes participantes (nom des directions)	Coût de participation MTESS
<p>Groupe de travail Canada - Québec sur le Repérage, la Référence et la Rétroaction des prestataires d'assurance-emploi (PAE)</p>	<p>Mandat : Assurer la coordination de la mise en place du dispositif de repérage pour la clientèle prestataire de l'assurance-emploi CRHC/CLE.</p> <p>Principaux biens livrables : Faire rapport aux membres du comité conjoint Canada-Québec concernant les ententes convenues CRHC/CLE en ce qui a trait à l'application du dispositif de repérage.</p>	<p>MTESS (EQ, DGMSE) – Responsable du Groupe de travail pour le Québec au CCC-Q</p>	<p>10</p>	<p>MTESS; SC</p>	<p>0 \$</p>
<p>Groupe de travail conjoint Canada – Québec sur le Service national de placement</p>	<p>Mandat : Dans le cadre de son mandat, le Comité conjoint Canada-Québec doit notamment s'assurer que les mécanismes d'interrelation entre les services d'emploi du Québec et d'assurance-emploi du Canada.</p> <p>Principaux biens livrables : Échanges à partir d'états de situation et arrimage mutuel.</p>	<p>MTESS (DREPMS) – Coprésidence</p>	<p>5 à 8</p>	<p>MTESS; SC; EDSC</p>	<p>0 \$</p>
<p>Table de concertation sur l'adéquation formation-emploi - secteur de l'aluminium</p>	<p>Mandat : Favoriser une meilleure adéquation entre la formation et l'emploi dans ce secteur composé de producteurs, de formateurs et d'équipementiers.</p> <p>Principaux biens livrables : Diagnostic sectoriel de l'adéquation formation-emploi dans les industries des secteurs de la première, deuxième et troisième transformation ainsi que dans les secteurs des équipementiers et des fournisseurs spécialisés. Les recommandations serviront de trame aux travaux de la Table au cours des prochaines années. 4 chantiers ont été mis en place pour réaliser les 29 recommandations du diagnostic. Ces chantiers comprennent des intervenants de plusieurs autres organisations</p>	<p>MTESS (Direction régionale de Services Québec du Saguenay-Lac-St-Jean et Direction des politiques d'emploi et des stratégies [DPES])</p>	<p>18 + Les participants des chantiers</p>	<p>MTESS; MEES; MEI; CSMO-M; PERFORM; Cégep Jonquière; Rio Tinto, École polytechnique de Montréal; Centre de formation professionnelle Qualitech; Université de Sherbrooke, Grappe AluQuébec, Comité consultatif Femmes</p>	<p>0 \$</p>

Nom du comité interministériel	Mandat du comité et principaux biens livrables	Direction responsable	Nombre total de personnes participantes	Provenance des personnes participantes (nom des directions)	Coût de participation MTESS
Comité des sous-ministres MIFI et du MTESS	<p>Mandat : Échanges sur les dossiers communs (Intégration et sélection).</p> <p>Principaux biens livrables : Suivi des travaux.</p>	MTESS (BSM)	5	MIFI; MTESS	0 \$
Comité interministériel MIFI-MTESS sur la stratégie d'action spécifique pour une offre de services adaptée aux personnes réfugiées ou en situation semblable	<p>Mandat : Rédaction d'une stratégie d'action spécifique pour les personnes réfugiées.</p> <p>Principaux biens livrables : S. O.</p>	MTESS (SEQ)	12	MIFI; MSSS; MEES; MTESS; MFA, SHQ	0 \$
Groupe de travail sur le Protocole portant sur les interrelations entre EQ et Service Canada dans le cadre de l'Entente Canada – Québec relative au marché du travail	<p>Mandat : Arrimer les pratiques opérationnelles entre les deux parties aux fins du respect des obligations convenues dans le protocole.</p> <p>Principaux biens livrables : Les 17 Directions régionales doivent tenir au moins une rencontre bipartite et en faire rapport. Certaines en tiennent deux. De ces rapports, un bilan de liaison continue annuel est produit.</p>	MTESS (DGMSE et DGPPMT)	19	17 Directions régionales; MTESS, Service Canada	0 \$
Comité MIFI-MTESS Guichet gouvernemental unifié d'accès aux services de francisation (GUF) à temps complet	<p>Mandat : Mise en œuvre du GUF afin de centraliser, standardiser et faciliter l'accès aux services de francisation et d'améliorer l'expérience client et le suivi de la clientèle.</p> <p>Principaux biens livrables : Définition des modalités opérationnelles visant la mise en place de la solution d'affaires afin qu'elle convienne à toutes les parties prenantes (ministères, organismes et utilisateurs). Analyse d'impacts (coûts-bénéfices) pour la mise en œuvre du GUF.</p>	MTESS (SEQ)	15 à 18	MTESS, MIFI, MEES	0 \$

Nom du comité <u>interministériel</u>	Mandat du comité et principaux biens livrables	Direction responsable	Nombre total de personnes participantes	Provenance des personnes participantes (nom des directions)	Coût de participation MTESS
Groupe de travail MIFI-MTESS concernant la révision du Protocole d'entente sur les services de francisation des immigrants de 1999 et de l'Entente opérationnelles cadre sur la francisation des immigrants et des immigrantes	<p>Mandat : En collaboration avec le MIFI, revoir les rôles et responsabilités de chacun des ministères en matière de francisation des personnes immigrantes et les modalités de mise en œuvre du Protocole.</p> <p>Principaux biens livrables : Travaux en mode bilatéral. Présentation d'un projet d'entente aux gestionnaires des deux ministères et validation pour signature par les deux parties.</p>	MTESS (DMSI)	5	MTESS (DMSI) et MIFI	0 \$
Comité d'implantation du référencement de la clientèle Accompagnement Québec (MIFI) et MTESS	<p>Mandat : Collaborer à l'implantation d'une procédure et à l'élaboration d'un protocole d'entente entre le MIFI et le MTESS pour la clientèle d'Accompagnement Québec.</p> <p>Principaux biens livrables : Formulaires de référencement et protocole d'entente d'échange de renseignements.</p>	MTESS (DIIPS)	5	MTESS (DMSI, SPS; DAJ;DPRC; DREPMS) et MIFI	0 \$
Groupe de travail sur le système de déclaration d'intérêt (SDI) et le nouveau programme des travailleurs qualifiés MIFI-MTESS	<p>Mandat : En collaboration avec le MIFI, mettre en place le système de déclaration d'intérêt (SDI) et le nouveau programme des travailleurs qualifiés MIFI-MTESS.</p> <p>Principaux biens livrables : Collaboration par l'information sur le marché du travail.</p>	MTESS (DAIMT)	8	MIFI; MTESS	0 \$
Comité Chaire de recherche sur l'intégration et des diversités en emploi	<p>Mandat : Conseiller le Titulaire de recherche sur le suivi des objectifs, évaluer l'évolution de la Chaire, suggérer des améliorations ou de nouvelles orientations et aider à mettre en valeur les résultats de la recherche effectuée par la Chaire.</p> <p>Principaux biens livrables : S. O.</p>	MTESS (DPES; DR)	8	Université Laval; MTESS; Ville de Québec	0 \$

Nom du comité interministériel	Mandat du comité et principaux biens livrables	Direction responsable	Nombre total de personnes participantes	Provenance des personnes participantes (nom des directions)	Coût de participation MTESS
Comité consultatif conjoint de Services Québec et Service Canada	<p>Mandat : Créer un espace de partage des pratiques et des projets des deux organisations.</p> <p>Principaux livrables : Faire connaître les différentes initiatives existantes. Identifier les opportunités de collaboration. Démonstrations pratiques et théoriques des concepts, des projets et des outils.</p>	MTESS (SPSQ – DDOSQ)	6	MTESS; Service Canada	0 \$
Comité directeur Accès-construction	<p>Mandat : Lutter contre l'évasion fiscale dans le secteur de la construction. Il est coordonné par le MTESS (SSTRAV). Il relève d'un comité stratégique qui est coordonné par le ministère des Finances.</p> <p>Principaux biens livrables : Établir les orientations et les priorités d'action pour lutter contre l'évasion fiscale, le travail au noir et le non-respect des autres obligations légales dans le secteur de la construction; Assurer et optimiser l'échange d'information entre les MO.</p>	MTESS (STRAV)	17	MTESS (incluant le RE); Revenu Québec; CCQ; RBQ; DPCP; MFQ; CNESST; AMP	0 \$
Comité interministériel permanent sur la protection des travailleurs étrangers temporaires peu spécialisés	<p>Mandat : Assurer la protection des travailleurs temporaires peu spécialisés recrutés à l'étranger par la mise en place de mécanismes d'information et de soutien.</p> <p>Principaux biens livrables : Échange sur les enjeux et rédaction d'états de situation et des avis incluant des recommandations.</p>	MTESS (STRAV)	10	MTESS; MIFI; MAPAQ; MRIF; CNESST; CDPDJ; RAMQ	0 \$

Nom du comité <u>interministériel</u>	Mandat du comité et principaux biens livrables	Direction responsable	Nombre total de personnes participantes	Provenance des personnes participantes (nom des directions)	Coût de participation MTESS
Comité interministériel sur la révision triennale des impacts de l'évolution du salaire minimum	<p>Mandat : Revoir la méthodologie de détermination des impacts du salaire minimum, réviser et donner son avis annuel sur l'évolution du salaire minimum.</p> <p>Principaux biens livrables : Donner son avis annuel sur l'évolution du salaire minimum.</p>	MTESS (STRAV)	14	MTESS; MFQ; CNESST; SCF; SCT; MEI	0 \$
Comité bipartite de coordination de l'Entente entre Québec et Terre-Neuve et Labrador sur la mobilité de la main d'œuvre et la reconnaissance de la qualification professionnelle	<p>Mandat : Suivre l'évolution, promouvoir la mobilité de la main-d'œuvre et l'accès aux travaux de construction et traiter de toute autre question pertinente.</p> <p>Principaux biens livrables : Rencontre au besoin afin de régler les problèmes d'application de l'Entente.</p>	MTESS (STRAV)	7	MTESS; Ministère de l'Éducation de Terre-Neuve-et-Labrador	0 \$
Comité de suivi opérationnel du registre des contrats d'arrangements funéraires préalables	<p>Mandat : Veiller au bon déroulement relatif aux opérations du registre des contrats d'arrangements funéraires préalables (RCAFP).</p> <p>Principaux livrables : Suivi des opérations en regard du respect des lois, règlements et budgets autorisés.</p>	MTESS (SRE-DEC)	4	MTESS, OPC	0 \$

Nom du comité interministériel	Mandat du comité et principaux biens livrables	Direction responsable	Nombre total de personnes participantes	Provenance des personnes participantes (nom des directions)	Coût de participation MTESS
Comité directeur du carnet de commandes du Service d'immatriculation des armes à feu	<p>Mandat : Veiller au bon déroulement relatif aux opérations du Service d'immatriculation des armes à feu (SIAF).</p> <p>Principaux livrables : Suivi des opérations en regard du respect des lois, règlements et budgets autorisés. Priorise et autorise les activités de développement nécessaire pour l'amélioration des systèmes relatifs au Fichier d'immatriculation des armes à feu (FIAF).</p>	MTESS (SRE-DEC)	8	MTESS, MSP	0 \$
Comité exécutif MRAS (Multi Registry Access Service) / MRAS Executive Leads Meeting	<p>Mandat : Veiller au bon déroulement du projet et l'arrimage entre les juridictions canadiennes et le gouvernement fédéral.</p> <p>Principaux livrables : Ententes entre les juridictions et le gouvernement fédéral</p>	MTESS (SRE-RE) (La responsabilité est variable entre les organisations membres)	20	Ministère de l'Innovation, Sciences et Développement économique Canada; Représentants des registres et des différentes provinces et des territoires (SMA/Deputy minister)	0 \$
Comité interministériel de réalisation sur l'évaluation des risques de fraude associés à l'émission de documents officiels	<p>Mandat : Coordonner la réalisation des travaux demandés par le Comité interministériel des hauts dirigeants en matière d'évaluation des risques de fraude associés à la délivrance de documents.</p> <p>Principaux livrables : Améliorer, le cas échéant, les méthodes d'enquête Identifier les besoins des ministères et organismes québécois en termes d'échanges d'information avec les MO du fédéral et des autres provinces.</p>	MTESS (SRE-DEC)	19	RAMQ, MTESS, MIDI, SAAQ, Retraite Québec, RQ, MEEES, SCT	0 \$

Nom du comité interministériel	Mandat du comité et principaux biens livrables	Direction responsable	Nombre total de personnes participantes	Provenance des personnes participantes (nom des directions)	Coût de participation MTESS
Conseil de la statistique de l'état civil du Canada	<p>Mandat : Favoriser l'évolution et le développement des états civils, contribuer aux échanges d'information sur les statistiques de l'état civil entre les provinces et le gouvernement canadien.</p> <p>Principaux livrables : Les travaux à réaliser sont évolutifs dans le temps. Actuellement, un sous-groupe a été mis en place pour développer les échanges de renseignements d'état civil entre les provinces et les territoires.</p>	MTESS (DEC-SRE)	23	MTESS, ISQ, Statistiques Canada, Représentants des gouvernements provinciaux et des territoires	0\$
Forum permanent sur les opérations d'enquête en matière de fraude envers l'État	<p>Mandat : Favoriser le partage d'information, d'expertise et de bonnes pratiques entre les MO membres sur les stratagèmes de fraude et les procédés d'enquête.</p> <p>Principaux livrables : Conseiller les décideurs sur les modifications législatives, réglementaires et politiques permettant de lutter plus efficacement contre la fraude envers l'État.</p>	MSP (SRE-DEC)	21	MSP, MTESS, H-Q, Retraite Québec, MIDL, CNESST, RAMQ, RQ, SAAQ, SQ	0 \$
Groupe de travail fédéral, provincial et territorial sur les avis de décès	<p>Mandat : Améliorer la rapidité de l'inscription des décès et sa notification aux autres MO de même que l'expérience de service des citoyens confrontés à la mort d'un proche.</p> <p>Principaux livrables : Échange sur les meilleures pratiques des provinces participantes et identification de pistes d'amélioration en réponse au mandat.</p>	MTESS (DEC-SRE)	22	MTESS, Service Canada, Représentants du gouvernement fédéral et de certains gouvernements provinciaux	0 \$

Nom du comité interministériel	Mandat du comité et principaux biens livrables	Direction responsable	Nombre total de personnes participantes	Provenance des personnes participantes (nom des directions)	Coût de participation MTESS
Comité d'évaluation des interventions gouvernementales en faveur de l'équilibre du marché du travail 2018-2023	<p>Mandat : Le mandat est d'assurer la participation des différents MO engagés dans le Plan d'action sur la main-d'œuvre ou la Stratégie nationale sur la main-d'œuvre 2018-2023 à leur évaluation et de recenser et partager les évaluations des mesures des plans d'action.</p> <p>Principaux biens livrables : Production d'un cadre de suivi et d'évaluation préliminaire, du cadre d'évaluation global du plan d'action et réalisation de l'évaluation.</p>	MTESS (DE)	12	MTESS, MAPAQ, MCC, MEÉS, MIFI, MFQ, MSS, SCF, CCQ, SCT	0 \$
Comité directeur PerLE	<p>Mandat : Assurer le bon fonctionnement et le développement du service PerLE au niveau canadien et des provinces. Déterminer les priorités concernant le développement du service.</p> <p>Principaux livrables : Rencontre téléphonique afin d'assurer le suivi et le développement du service PerLE. Prise de décisions concernant l'utilisation des Fonds fédéraux disponibles et de l'évolution du service.</p>	Innovation, Sciences et développement économique Canada	20	MTESS, Représentants de toutes les provinces canadiennes et de la réserve d'Akwesasne	0 \$
Comité interministériel en allègement réglementaire concernant le commerce de détail	<p>Mandat : Déterminer les actions afin de réduire le fardeau administratif de l'industrie du commerce de détail en réponse à la mesure 2 du Plan d'action en allègement réglementaire et administratif concernant le commerce de détail sous la responsabilité du MEI.</p> <p>Principaux livrables : Travaux et interventions visant l'allègement réglementaire et administratif par la mise en place d'un projet pilote concernant les détaillants et petits marchands d'alimentation afin de réduire leur fardeau administratif.</p>	MEI	20	MAPAQ, RACJ, RQ, CNESST, MTESS, MCC, OPC, RECYC-QUEBEC, RBQ, MEI, MELCC, et les représentants de l'industrie du commerce de détail	0 \$

Nom du comité <u>interministériel</u>	Mandat du comité et principaux biens livrables	Direction responsable	Nombre total de personnes participantes	Provenance des personnes participantes (nom des directions)	Coût de participation MTESS
Comité conjoint pour le développement de la Station nouveau départ	<p>Mandat : Regrouper les services du MTESS, du MIFI et de la Ville de Montréal afin d'offrir des services intégrés aux nouveaux arrivants.</p> <p>Principaux livrables : Mise en place du bureau du centre-ville de Montréal.</p>	MTESS (SPSQ-DPSQ)	7	MTESS, MIFI, Ville de Montréal	0 \$
Comité opérationnel des partenaires d'Entreprises Québec	<p>Mandat : Veiller au bon déroulement du partenariat avec Entreprises Québec et informer les partenaires des développements d'Entreprises Québec et de la Zone entreprise.</p> <p>Principaux livrables : Avis sur les différents éléments du développement des services d'Entreprises Québec, des stratégies de communication et de collaboration entre les partenaires.</p>	MTESS (SPSQ-DPSQ)	24	MTESS, Info-Entrepreneurs, Investissement Québec, MIFI, MEI, SPN, CRIQ-BNQ, CTEQ, Ressources Entreprises, MTO	0 \$
Centre d'expertise des grands organismes (CEGO)	<p>Le CEGO a pour mission de favoriser l'amélioration des services aux citoyens en soutenant les organismes membres.</p> <p>Mandats :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Faciliter le partage d'information et la concertation sur les stratégies et les moyens permettant d'améliorer la prestation de services aux citoyens; • Diffuser les meilleures pratiques au sein des grands organismes et de l'appareil gouvernemental. 	MTESS (SSC)	6	Revenu Québec, CNESST, RAMQ, Retraite Québec, SAAQ, MTESS (DGST)	0 \$

Nom du comité <u>interministériel</u>	Mandat du comité et principaux biens livrables	Direction responsable	Nombre total de personnes participantes	Provenance des personnes participantes (nom des directions)	Coût de participation MTESS
Comité directeur – Intervention gouvernementale en matière de lutte à la rareté de main-d'œuvre	<p>Mandat : Déployer un ensemble d'actions gouvernementales cohérentes et concertées qui auront pour effet, à court, moyen et long terme de permettre aux entreprises et aux organisations du secteur public de disposer de la main-d'œuvre dont ils ont besoin pour mener avec succès leurs activités et ainsi soutenir la prospérité du Québec.</p>	MTESS (SEQ)	16	MTESS, MCE, MIFI, MEI, MES, MEQ; MSSS; MFAF	0 \$
Comité de coordination – Intervention gouvernementale en matière de lutte à la rareté de main-d'œuvre	<p>Mandat : Assurer les arrimages nécessaires au chapitre des interventions et services des différents ministères et partenaires impliqués.</p> <p>Principaux livrables : Identifier un ensemble d'actions pertinentes pour atténuer les effets de la rareté de main-d'œuvre. Mettre en place un mécanisme de suivi continu de l'évolution du nombre de postes vacants, des besoins futurs de main-d'œuvre essentiels au soutien des projets et des stratégies sectorielles et de l'effet des actions mises en place.</p>	MTESS (SEQ)	165	MTESS, MCE, MIFI, MEI, MES, MEQ; MSSS; MFA	0 \$
Comité – chantier de l'intégration en emploi des personnes faisant partie des groupes sous-représentés sur le marché du travail	<p>Mandat : Recenser les préoccupations, enjeux et besoins futurs de la main-d'œuvre. Identifier les leviers disponibles pour agir efficacement sur les causes et les conséquences de la rareté de main-d'œuvre.</p> <p>Principaux livrables : Identifier des actions pertinentes pour atténuer les effets de la rareté de main-d'œuvre. Mettre en place un mécanisme de suivi continu.</p>	MTESS (SEQ)	12	MTESS (BSMAEQ, DGAS, DGPEPMT, DPES, DGMSE, DMSEP)	0 \$

Nom du comité <u>interministériel</u>	Mandat du comité et principaux biens livrables	Direction responsable	Nombre total de personnes participantes	Provenance des personnes participantes (nom des directions)	Coût de participation MTESS
<p>Organisation de sécurité civile du Québec (OSQC)</p>	<p>Mandat : Maintenir le plan national de sécurité civile (PNSC) opérationnel et planifier des mesures de prévention et de préparation en sécurité civile à l'échelle nationale.</p> <p>En cas de sinistre : superviser le travail effectué sur le terrain par les organisations régionales de la sécurité civile, informer les différents partenaires de l'évolution de la situation, coordonner l'intervention gouvernementale lorsque l'ampleur d'un événement dépasse les capacités locales ou régionales et coordonner les activités de rétablissement.</p>	<p>MTESS (SSSAP – BCSC)</p>	<p>88</p>	<p>MSP, CAG, CNEST, CORONER, HQ, ITQ, MAMH, MAPAQ, MCC, MCE, MEQ, MES, MEI, MELCC, MERN, MFA, MFFP, MFQ, MIFI, MJQ, MRIF, MSSS, MTESS, MTO, MTQ, RBQ, RQ, SAA, SCT, SHQ, SQ, STQ, Urgence Québec – MCE</p>	<p>0 \$</p>
<p>Comité directeur fédéral/provincial/territorial de l'évaluation des Ententes sur le Développement du marché du travail (EDMT)</p>	<p>Mandat : Réaliser le 3^e cycle d'évaluation à l'échelle nationale/provinciale/territoriale : études quantitatives d'impacts différentiels, étude sur le programme d'aide au travail indépendant, étude sur les partenariats du marché du travail.</p> <p>Principaux livrables : Rapports national, provinciaux et territoriaux sur le profil des participants aux prestations d'emploi et mesures de soutien et les effets nets de 2010 à 2017. Rapports nationaux, provinciaux et territoriaux de chaque étude.</p>	<p>EDSC (Emploi et développement social Canada)</p>	<p>34</p>	<p>EDSC (Direction générale des compétences et de l'emploi et Direction de l'évaluation), un représentant gouvernemental de chaque province ou territoire (Terre-Neuve-et-Labrador, Île-du-Prince-Édouard, Nouvelle-Écosse, Nouveau-Brunswick, Québec (MTESS-DE), Ontario, Manitoba, Saskatchewan, Alberta, Yukon, Nunavut, Colombie-Britannique, Territoires du Nord-Ouest), Service Canada-Atlantique, Service Canada-Ontario, Service Canada-Québec</p>	<p>0 \$</p>

Nom du comité interministériel	Mandat du comité et principaux biens livrables	Direction responsable	Nombre total de personnes participantes	Provenance des personnes participantes (nom des directions)	Coût de participation MTESS
<p>Comité directeur fédéral/provincial/territorial de l'évaluation des Ententes sur le développement de la main-d'œuvre (EDMO)</p>	<p>Mandat : Réaliser l'évaluation des ententes à l'échelle nationale/provinciale/territoriale.</p> <p>Principaux livrables : Revue documentaire, Revues de littérature, Enquête auprès de participants des EDMO, Entrevues avec des informateurs clés.</p>	<p>EDSC</p>	<p>30</p>	<p>EDSC (Direction générale des compétences et de l'emploi et Direction de l'évaluation), un représentant gouvernemental de chaque province ou territoire (Terre-Neuve-et-Labrador, Île-du-Prince-Édouard, Nouvelle-Écosse, Nouveau-Brunswick, Québec (MTESS-DE), Ontario, Manitoba, Saskatchewan, Alberta, Yukon, Nunavut, Colombie-Britannique, Territoires du Nord-Ouest)</p>	<p>0 \$</p>
<p>Conseil consultatif de la lecture et du livre (CCLL)</p>	<p>Mandat : Donner son avis et de soumettre des recommandations à la ministre de la Culture et des Communications sur toute question relative à la lecture, au livre et à l'application du cadre législatif et réglementaire.</p> <p>Principaux livrables : L'avis du CCLL est obligatoire et préalable à la délivrance, la suspension et l'annulation d'un agrément pour un libraire, un éditeur et un distributeur. Il soumet également des recommandations à l'égard de l'adoption ou de la modification de règlements.</p>	<p>MCC (SPSQ-DGSEOSEO)</p>	<p>16</p>	<p>4 représentants ministériels : MTESS (DGSEOSEO/DPUQ), MEES, MCC</p> <p>12 représentants du milieu du livre</p>	<p>0 \$</p>

Nom du comité interministériel	Mandat du comité et principaux biens livrables	Direction responsable	Nombre total de personnes participantes	Provenance des personnes participantes (nom des directions)	Coût de participation MTESS
Comité interministériel sur la gestion des données numériques gouvernementales	<p>Mandat : Assurer une mobilisation générale dans le cadre des travaux sur la gestion des données numériques gouvernementales.</p> <p>Principaux livrables : Assurer que le projet reflète les réalités différentes des OP en s'assurant de respecter leur avancement et obtenir leur adhésion. Émettre des avis sur les livrables produits par les comités de travail.</p>	MTESS (BSMA-SRE)	16	MTESS (BSMA – SSGRI-SRE), SCT, ARQ, MEQ, MEL, MERN, MFQ, MJQ, SAAQ, MES, MSSS	0 \$
Comité de travail – Gouvernance et gestion des données numériques gouvernementales	<p>Mandat : Convenir des grandes modalités pour la gouvernance et la gestion des données numériques gouvernementales.</p> <p>Principaux livrables : Développer des pratiques permettant la mobilité et la valorisation de données à l'échelle gouvernementale.</p>	MTESS (SRE-RE)	19	MTESS (Registraire des entreprises), SCT, MJQ, MSSS	0 \$
Comité interministériel de lutte contre l'homophobie et la transphobie	<p>Mandat : Mettre en place les mesures concrètes dans le cadre des activités respectives et des objectifs poursuivis par le Plan d'action, afin de lutter le plus adéquatement possible contre l'homophobie et la transphobie</p>	MJQ (SRE-DEC)	17	MTESS (SRE-DEC, DGSSAC), MJQ, MIFI, MSP, MSSS, MELS, MES, MAMH, MCE, MFA, SCF, MCE, MRIF, MEQ	0 \$
Comité stratégique – Comité interministériel sur les marqueurs de genre	<p>Mandat : Analyser l'opportunité de permettre une modification administrative des marqueurs de genre</p>	MJQ (SRE-BSMA)	N/D	MTESS (BSMA-SRE), MJQ, autres ministères et organismes (à venir)	0 \$
Comité interministériel sur les marqueurs de genre	<p>Mandat : Analyser l'opportunité de permettre une modification administrative des marqueurs de genre</p>	MJQ (SRE-DEC)	N/D	MTESS (SRE-DEC, DGSSAC), MJQ, autres ministères et organismes (à venir)	0 \$

Nom du comité <u>interministériel</u>	Mandat du comité et principaux biens livrables	Direction responsable	Nombre total de personnes participantes	Provenance des personnes participantes (nom des directions)	Coût de participation MTESS
Comité directeur relatif à l'implantation du constat de décès électronique	<p>Mandat : Suivre l'implantation de la collecte et la transmission électronique des données de décès.</p>	MSSS (SRE-DEC)	9	MTESS (SRE-DEC), MSSS, ISQ, MSP, Bureau du coroner	0 \$
Groupe de travail sur la mise en œuvre de la Convention supprimant l'exigence de la légalisation des actes publics Étrangers, conclue à La Haye le 5 octobre 1961	<p>Mandat : Planifier la mise en œuvre au Québec de la Convention apostille à la suite de l'adhésion du Canada, en formulant des recommandations concernant les autorités compétentes pour émettre des apostilles et l'autorité responsable de la tenue du registre des apostilles.</p>	MJQ (SRE-DEC)	16	MTESS (SRE-DEC), MJQ, MES, MEQ, MRIF, Barreau du Québec, Chambre des notaires du Québec	0 \$
Comité interministériel sur l'application de la loi 79 : Loi autorisant la communication de renseignements personnels aux familles d'enfants autochtones disparus ou décédés à la suite d'une admission en établissement	<p>Mandat : Suivre l'application de la loi en recevant, à l'occasion de chacune des rencontres du comité interministériel, un rapport des travaux effectués par la Direction de soutien aux familles;</p> <ul style="list-style-type: none"> - Assurer, par la participation active de chacun des ministères et organismes membres, la cohérence et la pertinence de l'action gouvernementale auprès des familles concernées par la loi; - Collaborer à des travaux spécifiques visant l'application de la loi à son plein potentiel pour les familles, en développant notamment des pratiques pertinentes ou en échangeant les informations nécessaires à leur développement; - Contribuer à l'élaboration du rapport annuel de la loi. 	MCE – Secrétariat aux affaires autochtones (SRE-DEC, DAJ)	26	MTESS (SRE-DEC, DAJ), MCE, MSSS, RAMQ, MJQ, Bureau du Coroner, MSP, MCC, MEQ, MES, CAI, Sûreté du Québec, Protecteur du citoyen	0 \$

Nom du comité <u>interministériel</u>	Mandat du comité et principaux biens livrables	Direction responsable	Nombre total de personnes participantes	Provenance des personnes participantes (nom des directions)	Coût de participation MTESS
Comité stratégique du projet BURN (Bénéficiaire ultime et recherche par nom)	Mandat : Déterminer et prendre position sur les grandes orientations du projet. Statuer sur les problématiques nécessitant un positionnement stratégique.	MTESS (SRE-RE)	N/D	MTESS (SRE-RE), ARQ, MFQ	0 \$
Comité directeur du projet BURN	Mandat : Instance décisionnelle pour les décisions affectant le projet et instance imputable du respect de la portée, des budgets et de l'échéancier	MTESS (SRE-RE)	N/D	MTESS (SRE-RE), ARQ, MFQ	0 \$
Comité de gestion du projet BURN	Mandat : Assurer le suivi régulier du projet et de l'avancement des travaux de chacun des groupes de travail	MTESS (SRE-RE)	N/D	MTESS (SRE-RE), ARQ, MFQ	0 \$
Comité de révision de l'entente de partenariat entre le MTESS et la CNESST	Mandat : Réviser l'entente contractuelle actuelle en vue de son renouvellement dans le respect de la capacité organisationnelle des deux organismes. Principaux livrables : Analyser les besoins de la clientèle de la CNESST et réaliser un inventaire des services offerts actuellement. Identifier des parcours types en lien avec les besoins identifiés et les services offerts. Mettre en place des mécanismes d'échanges d'information sur la clientèle. Optimiser le partenariat avec le réseau des organismes en employabilité.	MTESS (DMSI)	10	CNESST (DGCSSO, DGAJ, DGIA) MTESS (DIIPS, DAJ, DRE, DAJMT)	0 \$
Comité de projet interministériel du GUF MIFI-MEQ-MTESS	Mandat : Planification du projet, suivi en termes de coût, échéanciers, ententes. Principaux biens livrables : Planification Ajustée : nouvelles actions et échéanciers requis pour la bonne conduite du projet de mise en place du GUF.	MTESS (SEQ)	N/D	MIFI, MEQ et MTESS (DMSI)	0\$

Nom du comité <u>interministériel</u>	Mandat du comité et principaux biens livrables	Direction responsable	Nombre total de personnes participantes	Provenance des personnes participantes (nom des directions)	Coût de participation MTESS
Groupe de travail MEQ-MES-MTESS concernant la révision de l'entente sur le financement des services éducatifs requis par la clientèle d'Emploi-Québec et sur les modalités de collaboration afférentes de 1999 et de son annexe opérationnelle révisée en 2004	<p>Mandat : En collaboration avec le MEQ et le MES, revoir les rôles et responsabilités de chacun des ministères en matière de financement des services éducatifs requis par la clientèle d'Emploi-Québec et mettre à jour l'annexe opérationnelle.</p> <p>Principaux biens livrables : Discussions et travaux étalés dans le temps afin de présenter une nouvelle annexe opérationnelle.</p>	MTESS (DMSI, DPES, DPRC)	40	MTESS (DMSI, DPES, DPRC) MEQ, MES	0 \$
Comité interministériel-services aux entreprises MIFI-MTESS	<p>Mandat : Travaux entourant la complémentarité des services aux entreprises des deux ministères pour le recrutement international et la Francisation.</p> <p>Principaux biens livrables : Cheminements des entreprises : 1- Francisation et 2- Recrutement international.</p>	MTESS (DMSE)	8 à 10	MTESS (DMSE, DPES, DIIPS, DGMSE); MIFI	0 \$
Comité pour la simplification de l'application des subventions salariales au secteur de la construction	<p>Mandat : Afin de favoriser une meilleure intégration des travailleurs faisant partie de groupe de personnes sous-représentées dans la construction, le MTESS et la CCQ ont convenu de collaborer pour faciliter l'application des mesures de subvention salariales au secteur de la construction.</p> <p>Principaux livrables : Processus CCQ permettant d'identifier des personnes qui ont le droit d'exercer un métier ou une occupation de la construction mais qui pourraient éprouver des difficultés à obtenir un emploi dans ce secteur. Outils MTESS à l'intention des agents d'aide à l'emploi et des agents aux entreprises pour les aider dans l'application des subventions salariales dans le secteur de la construction.</p>	MTESS (DPES)	10	MTESS (DPES, DMSE, DMSI, SPS, DAJ); CCQ	0 \$

Nom du comité <u>interministériel</u>	Mandat du comité et principaux biens livrables	Direction responsable	Nombre total de personnes participantes	Provenance des personnes participantes (nom des directions)	Coût de participation MTESS
Continuum de services MEI-IQ-MTESS – démarche de transformation numérique des entreprises et du programme Audit industrie 4.0	<p>Mandat : Inclure une planification stratégique, la gestion du changement et un diagnostic (bilan) des compétences (MTESS) dans le cadre du Programme Audit Industrie 4.0 (PAI 4.0) du MEI.</p> <p>Principaux livrables : Cheminement visant le continuum de services MTESS-IQ ainsi qu'un cheminement de complémentarité des programmes/mesures MTESS-MEI.</p>	MTESS (DMSE)	10	MTESS (SSC, DIIPS, DPES) MEI IQ	
Comité de gestion en capital travail – Offensive de transformation numérique (OTN) (MEI)	Mandat : Identifier les défis et enjeux de transformation numérique en matière de main d'œuvre, identifier des projets de sensibilisation, d'accompagnement et de financement répondant à ces enjeux et défis.	MTESS (DMSE)	10	MTESS (DMSE, DPES, CPMT) MEI	0 \$
Comité interministériel sur le litige du bois d'œuvre	Mandat : Informer sur les avancés du dossier du litige du bois d'œuvre les ministères participants et impliqués auprès des entreprises.	MTESS (DMSE)	15 à 20	MEI, MRIF, MFFP, Hydro-Québec, MTESS (DMSE), Investissement Québec, Revenu Québec, MFQ	0 \$
Groupe d'action en hôtellerie	Mandat : soutenir la concertation du milieu en matière de développement de l'emploi et de la main-d'œuvre. Identification de solutions afin d'aider les travailleuses et travailleurs de même que les entreprises du secteur de l'hôtellerie, en favorisant la requalification des travailleuses et travailleurs de ce secteur vers des secteurs qui font face à des raretés main-d'œuvre et qui souhaitent renforcer leurs qualifications, de même que l'ajustement des pratiques actuelles de gestion des ressources humaines.	MTESS (SEQ, SCPMT et DPES)	24	CSMO du secteur touristique CQRHT, CSN, FTQ, 3 associations hôtelières, 6 représentants des hôteliers, AQFORTH, CEGEP St-Félicien, ITHQ, École Fierbourg, Organisme d'insertion professionnelle	0 \$

Nom du comité interministériel	Mandat du comité et principaux biens livrables	Direction responsable	Nombre total de personnes participantes	Provenance des personnes participantes (nom des directions)	Coût de participation MTESS
Conseil Canadien des directeurs de l'apprentissage (CCDA)	<p>Mandat : Harmoniser les processus provinciaux et territoriaux, et les exigences en matière de reconnaissance professionnelle des métiers spécialisés et des normes.</p> <p>Principaux livrables : Élaboration de normes interprovinciales pour les métiers désignés Sceau Rouge.</p>	MTESS (DQP)	15	MTESS, CCQ, EDSC, un représentant par province et territoire	0 \$
Comité interministériel sur la sortie de la prostitution et le cheminement vers la réinsertion sociale	<p>Mandat : Identifier des solutions concrètes pour réduire les obstacles à la sortie de la prostitution et soutenir ce cheminement vers la réinsertion sociale.</p>	MTESS (DPAS)	15	SCF, MJQ, MSSS, MSP, MEQ, MAMH, MCE, MTESS (DPAS)	0 \$
Comité interministériel sur les droits de la personne	<p>Mandat : Positionner, renforcer et faire connaître de l'action du gouvernement du Québec en matière de droits de la personne.</p>	MTESS (SSSAP)	17	MAMH, MEQ, MES, MFA, MIFI, MJQ, MRIF, MSP, MSSS, MEI, OPHQ, SAA, SCF, SHQ, SQRC, MCE (Bureau de lutte contre le racisme)	0 \$
Comité de travail avec le Curateur public du Québec	<p>Mandat : Analyser les différentes approches des provinces et territoriales, ainsi que les pratiques internationales en matière de traitement de la curatelle à l'aide financière de dernier recours, en vue d'adapter le régime québécois</p>	MTESS (DGAS)	2	CPQ, MTESS (DGAS)	0 \$
Comité interministériel sur la mise en œuvre du programme de revenu de base (CIMOPRB)	<p>Mandat : Discuter des orientations données aux différentes modalités du Programme de revenu de base (PRB) et les enjeux qui en découlent, assurer la coordination des travaux requis pour la mise en œuvre du PRB en respect des orientations et des échéances, faire état de l'avancement des travaux, puis assurer le suivi de la mise en œuvre du PRB.</p> <p>Principaux livrables : Bilan de mise en œuvre après le premier anniversaire.</p>	MTESS (DGAS)	16	OPHQ, MSSS, RAMQ, MAMH, MES, Retraite Québec, CPQ, MJQ, MTESS (DGAS, DPAS)	0 \$

Nom du comité interministériel	Mandat du comité et principaux biens livrables	Direction responsable	Nombre total de personnes participantes	Provenance des personnes participantes (nom des directions)	Coût de participation MTESS
Comité interministériel – femmes enceintes migrantes non admissibles au régime d'assurance maladie du Québec	<p>Mandat : Examiner la possibilité d'offrir une couverture de soins de santé, incluant les médicaments, aux enfants nés au Québec de parents au statut migratoire précaire, en plus d'évaluer la possibilité d'élargir la couverture des soins de santé liés à la grossesse et à l'accouchement.</p> <p>Principaux livrables : Rapport sur les avenues potentielles pour garantir l'accès à des soins de santé aux femmes enceintes ayant un statut migratoire précaire, ainsi que les enjeux éthiques et légaux liés à une offre de service basée sur une condition médicale spécifique (grossesse).</p>	MTESS (DPAS)	14	Retraite Québec, MRIF, CNESST, MIFI, MFA, SCF, SAAQ, MSSS, RAMQ, MTESS (DPAS)	0 \$
Association canadienne de la législation ouvrière (ACALO)	<p>Mandat : L'Association compte parmi ses objectifs les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) encourager la collaboration parmi les membres; b) favoriser l'étude et l'échange d'opinions et d'expériences sur l'exécution et la mise en application de la législation ouvrière; c) encourager les recherches sur des questions se rapportant à l'activité des ministères du Travail; d) favoriser l'excellence dans la mise en application de la législation ouvrière. 	MTESS (STRAV)	28	MTESS (BSMA-Travail, DPT, DRIMS)	0 \$

Nom du comité interministériel	Mandat du comité et principaux biens livrables	Direction responsable	Nombre total de personnes participantes	Provenance des personnes participantes (nom des directions)	Coût de participation MTESS
Comité directeur interministériel du projet de simplification des démarches d'accès aux programmes pour les personnes handicapées et leur famille	<p>Mandat : Déterminer les orientations et assurer le suivi et l'encadrement des travaux. Approuver les livrables.</p> <p>Principaux livrables : Ajout du « profil personnes handicapées » dans Québec.ca. Mise en œuvre des passerelles entre les programmes. Mise en place d'un mécanisme coordonné soutenant la concertation inter-réseaux et l'accès aux démarches de plans de services.</p>	OPHQ	14	MTESS (SPSQ), MFA, MEQ, MES, RAMQ, Retraite Québec, SHQ, MFFP, MSSS, MTQ, SCT, SAAQ, CNESST, Revenu Québec	0 \$
Comité d'orientation interministériel du projet « Pour une meilleure réponse aux besoins essentiels des personnes handicapées »	<p>Mandat : Déterminer les orientations stratégiques au projet et s'assurer de la collaboration des MO concernés.</p> <p>Principaux livrables : S'assurer du respect de la planification du projet et d'en contrôler son évolution; favoriser le partage de l'information pour assurer des messages cohérents au plan gouvernemental; effectuer le lien avec le ministre responsable lorsqu'une prise de décision stratégique est nécessaire.</p>	Coprésidé par OPHQ et MTESS (SPSQ)	6	MSSS, MTQ, MAMH (SHQ), RAMQ	0 \$
Cellule de coordination élargie – Gestion opérationnelle de la pandémie	<p>Mandat : Coordination de la gestion de la pandémie – volet vaccination, dépistage et offre de services téléphoniques.</p>	MSSS	41	MTESS : DGST, DRIMS, DIPPS	0 \$
Comité de liaison	<p>Mandat : Présenter les faits saillants, les travaux et le suivi du projet de déploiement de la plateforme JuridIQC par la SOQUIJ.</p>	SOQUIJ	11	MTESS : DGST (sur invitation)	0 \$

Nom du comité <u>interministériel</u>	Mandat du comité et principaux biens livrables	Direction responsable	Nombre total de personnes participantes	Provenance des personnes participantes (nom des directions)	Coût de participation MTESS
<p>SQIN – Mesures d'atténuation avec les critères de qualité</p>	<p>Mandat : Identifier avec l'ensemble des OP concernés par le SQIN des pistes de solution qui diminueront les impacts sur les citoyens et sur les services à la clientèle des OP touchés par le remplacement de ClicSÉCUR et préparer la gestion du changement de service d'authentification gouvernementale afin d'assurer une transition efficace et harmonieuse de l'utilisation du service d'identification numérique.</p> <p>Principaux biens livrables : Recueillir les besoins, déterminer les priorités des travaux et échanger sur les stratégies de déploiement du service d'authentification gouvernementale.</p>	<p>MCN DPSQIN</p>	<p>24</p>	<p>MCN Retraite Québec Revenu Québec MTESS RAMQ</p>	<p>0 \$</p>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-03

Titre :

Nombre et pourcentage d'employés occasionnels par secteurs au ministère et dans chaque organisme qui en relèvent en 2021-2022 et comparaison avec les cinq années financières précédentes. Préciser pour chaque secteur et pour chaque année le nombre et le pourcentage d'employés devenus permanents.

Exposé et statistiques :

Au 23 février 2022, le Ministère compte 1 324 employés occasionnels, ce qui représente 19,90 % de son effectif (6 652 effectifs réguliers et occasionnels).

Unités centrales		2021-2022 (au 23 février 2022)	
		Nombre	%
BSM	Bureau de la sous-ministre	3	0,2
	Unités relevant de la sous-ministre	23	1,7
CPMT	Commission des partenaires du marché du travail	1	0,1
SEQ	Secteur d'Emploi-Québec	18	1,4
SGPO	Secteur de la gouvernance et de la performance organisationnelle	14	1,1
SPSQ	Secteur des partenariats de Services Québec	159	12,0
SRE	Secteur des registres de l'État	42	3,2
SSGRI	Secteur des services à la gestion et des ressources informationnelles	32	2,4
SSSAP	Secteur de la solidarité sociale et de l'assurance parentale	45	3,4
ST	Secteur du travail	13	1,0
SSC	Secteur des services à la clientèle – Unités centrales	3	0,2
Total - Unités centrales		353	26,7

Directions régionales de Services Québec du Secteur des services à la clientèle	2021-2022 (au 23 février 2022)	
	Nombre	%
01. Bas-Saint-Laurent	22	1,7
02. Saguenay - Lac-Saint-Jean	73	5,5
03. Capitale-Nationale	59	4,5
04. Mauricie	43	3,2
05. Estrie	53	4,0
06. Montréal	254	19,2
07. Outaouais	54	4,1
08. Abitibi-Témiscamingue	39	2,9
09. Côte-Nord	10	0,8
10. Nord-du-Québec	12	0,9
11. Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine	16	1,2
12. Chaudière-Appalaches	39	2,9
13. Laval	24	1,8
14. Lanaudière	49	3,7
15. Laurentides	47	3,5
16. Montérégie	146	11,0
17. Centre-du-Québec	31	2,3
Total - Directions régionales de Services Québec du Secteur des services à la clientèle	971	73,3
Total - Ministère	1 324	100,0

Parmi les 467 recrutements réguliers effectués en 2021-2022, 358 occasionnels ont obtenu un statut d'employé temporaire, représentant 76,7 % des recrutements.

SOURCE : DGRH
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2022-03-08

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-05

Titre :

Pour chaque programme créé en 2021-2022, fournir la liste des employés affectés, quel que soit leur statut, par programme et par région.

Exposé et statistiques :

En 2021-2022, aucun programme n'a été créé.

SOURCE : Secteur du travail
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2022-03-07

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-07

Titre :

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2021-2022 :

- a) la liste de tous les concours et tirage réalisés;
- b) les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix;
- c) l'objectif visé par la tenue de chacun des concours;
- d) la liste des concours qui ont pris fin.

Exposé et statistiques

Aucun concours ni aucun tirage n'a été réalisé en 2021-2022.

SOURCE : Direction générale des communications
COLLABORATION : Tous les BSMA
VALIDATION: DGRFC
DATE : 4 mars 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-08

Titre :

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2021-2022 :

- a) le nombre d'employés et le nom des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques;
- b) le montant dépensé par la direction, département ou division des communications et/ou affaires publiques;
- c) le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques avec d'autres instances ou organismes publics, ventilé par instances ou organismes;
- d) le montant total des sommes investies en veille médiatique au sein de la direction des communications. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées;
- e) le montant total des sommes investies en veille médiatique au sein du cabinet du ministre. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées;
- f) le montant total des sommes dépensées dans la traduction des documents de communication, et les langues vers lesquelles ces documents ont été traduits.

Exposé et statistiques

En date du 28 février 2022 :

- a) Les employés de la Direction générale des communications relèvent du ministère du Conseil exécutif : 0 pour le MTESS

Du 1^{er} avril 2021 au 28 février 2022 :

- b) 3 119 165 \$ en fonctionnement et produits de communication
- c) Non pertinent (MCE)
- d) et e) Veille médiatique pour le Ministère et les cabinets : 137 064,56 \$
 - I.C.I Influence communications inc. : 126 633,21 \$
 - Entreprises Presse canadienne : 6 720 \$
 - Référence média : 2 750 \$
 - Centre d'acquisitions gouvernementales : 961,35 \$

Les sujets concernent ce qui touche à la mission du Ministère.

- f) Montant total des sommes dépensées en traduction de documents de communication : 60 398,86 \$
 - Traduction du français vers l'anglais : 41 656,21 \$
 - Traduction de l'anglais vers le français : 10 921,60 \$
 - Traduction du français vers langues étrangères et vice-versa : 5 691,05 \$
 - Service d'interprète du français vers l'anglais et vice-versa : 2 130,00 \$

SOURCE : Direction générale des communications
COLLABORATION : CGAP
VALIDATION : DGRFC-DEBF-SEB
DATE : 23 mars 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-09

Titre :

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, la liste des programmes de financement ou de subventions, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, en indiquant pour chacun, pour 2021-2022. Fournir également la liste des projets qui ont été rejetés pour chaque programme.

- a) le nom et la nature des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention ;
- b) le nom du ou des organismes bénéficiaires;
- c) le montant qui leur a été accordé.

Exposé et statistiques :

Vous référer à la question 12 du volet Emploi et Solidarité sociale.

SOURCE : Direction de l'analyse et de l'information de gestion,
COLLABORATION : Direction générale de la solidarité sociale et de l'action communautaire
VALIDATION :
DATE : 15 mars 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-10

Titre :

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, le total et la ventilation des créances et/ou amendes à recouvrer pour 2020-2021 et 2021-2022, l'âge des créances et les moyens entrepris pour les recouvrer. Prévisions pour 2022-2023.

Exposé et statistiques :

Le solde du compte débiteur du Ministère au 28 février 2022 s'élève à 860,2 M.

**Répartition du solde du compte débiteur du Ministère
selon l'âge des comptes (en millions de dollars)**

	2021-2022
0 à 6 mois	47,0
6 à 12 mois	45,2
12 à 24 mois	67,9
24 à 36 mois	95,3
36 mois et plus	604,8
Total	860,2

Moyens utilisés pour effectuer le recouvrement

Les moyens utilisés sont le recouvrement par le personnel et le recouvrement automatisé.

i) Recouvrement effectué par le personnel

Il s'agit :

- des ententes de remboursement conclues avec des personnes débitrices qui ne sont plus prestataires des programmes du Ministère, tenant compte à la fois de la capacité de payer de la personne débitrice selon la Loi sur l'aide aux personnes et aux familles (LAPF) et des modalités prévues au Règlement sur l'aide aux personnes et aux familles (RAPF);
- des procédures judiciaires confiées à la Direction des affaires juridiques, notamment les saisies de salaire et d'avoir liquide, les hypothèques légales, ainsi que les saisies de biens.

ii) Recouvrement automatisé

Il s'agit principalement :

- des retenues sur les sommes versées par le Ministère;
- des compensations qu'effectue Revenu Québec sur les remboursements d'impôt et sur le crédit d'impôt pour solidarité.

SOURCE : Direction du Centre de recouvrement - SSGRI

COLLABORATION :

VALIDATION : SSGRI

DATE : 16 mars 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-11

Titre :

Liste et copie de toutes les recherches commandées en 2021-2022 en incluant les coûts et les appels d'offres et les contrats de gré à gré.

Exposé et statistiques :

Le Secteur du travail du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale n'a commandé aucune recherche en 2021-2022.

SOURCE : Secteur du travail
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2022-03-07

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS D'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-13

Titre :

Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2021-2022. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts. Identifier les textes et documents qui ont été choisis pour la traduction.

Exposé et statistiques :

Pour les contrats de traduction entre 5 000,00 \$ et 24 999,99 \$, veuillez vous référer à la question 6 des renseignements généraux. Pour les contrats de plus de 25 000 \$, se référer au Système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec (SEAO).

SOURCE : Direction générale des communications
COLLABORATION : SRE-DEC, ST-BEM, DREMPS
VALIDATION : DGRFC
DATE : 21 mars 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-16

Titre :

Pour les conflits de travail recensés au Québec par le ministère du Travail, fournir pour l'année 2021-2022:

- le nombre de conflits de travail;
- la chronologie des actions prises;
- la durée moyenne de ces conflits;
- le nombre de demandes de médiation;
- le nombre de médiateurs nommés par le ministère;
- les antécédents professionnels de ces médiateurs (carrière syndicale, patronale, fonctionnaire, professeur, avocat patronal/syndical);
- l'initiateur de la demande de médiation (syndical ou patronal ou autre);
- les coûts engendrés par ces demandes de médiation.

Exposé et statistiques :

	2021-2022*
a) Nombre d'arrêts de travail (conflits)	173
b) Chronologie des actions prises	Voir la fiche T3RP15
c) Durée moyenne de ces arrêts de travail (conflits)**	35 jours ouvrables 50 jours calendrier
d) Nombre de demandes de médiation-conciliation dans les dossiers avec arrêts de travail	92
e) Nombre de médiateurs-conciliateurs nommés par le Ministère dans les dossiers avec arrêts de travail	20

* Du 1^{er} avril 2021 au 28 février 2022.

** Moyenne sans le secteur ambulancier : 18 jours ouvrables et 35 jours calendrier.

f) Antécédents professionnels des médiateurs-conciliateurs impliqués dans les dossiers avec arrêts de travail (en %)

Année	Syndical	Patronal	Autres
2021-2022	27 % Global ¹ : 33,3 %	71 % Global : 50,0 %	2 % Global : 16,7 %

L'expérience des médiateurs-conciliateurs est variée. Plusieurs cumulent de l'expérience autant du côté patronal que syndical. Quelle que soit leur expérience, ils sont tenus d'exercer leur profession en toute impartialité, tel que mentionné dans le *Code d'éthique des médiateurs-conciliateurs*².

g) Initiateur de la demande de médiation

Année	Syndical	Patronal	Demande conjointe ou nomination du Ministère
2021-2022	37	47	8

h) Les coûts engendrés par ces demandes de médiation

Inclus dans les dépenses globales de la Direction de la médiation, de la conciliation et en relations du travail du Secteur du travail.

SOURCE : Direction de la médiation, de la conciliation et des services en relations du travail – Secteur du travail (ST)

COLLABORATION : Direction de l'information sur le travail – ST

DATE : 2022-04-04

¹ La notion de « global » réfère aux antécédents professionnels de l'ensemble des médiateurs-conciliateurs du Secteur du travail, et non seulement, aux antécédents professionnels des médiateurs-conciliateurs impliqués dans les dossiers avec des arrêts de travail.

² https://www.travail.gouv.qc.ca/fileadmin/fichiers/Documents/code_travail/code_ethique.pdf
T1RP16_04-04_BSM.docx

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-18

Titre :

Liste détaillée des critères exigés pour l'octroi de permis pour la référence de main-d'œuvre.

Exposé et statistiques :

Seules les associations patronales et syndicales visées par la *Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'œuvre dans l'industrie de la construction* (Loi R-20) peuvent obtenir un permis de service de référence de main-d'œuvre.

Les critères d'octroi de permis sont définis par la Loi R-20 et le *Règlement sur le permis de service de référence de main-d'œuvre dans l'industrie de la construction*, lequel a été édicté le 28 novembre 2012. En plus de remplir le formulaire de demande de permis, le demandeur doit produire les documents suivants, qui doivent être transmis au Bureau des permis de service de référence de main-d'œuvre :

1. l'acte de constitution de l'association, ses règlements et statuts, ainsi qu'un document faisant foi de son affiliation à une association représentative, le cas échéant;
2. une copie certifiée de la résolution autorisant la demande de permis, laquelle doit indiquer tout métier, toute occupation et toute région qu'elle vise;
3. une déclaration assermentée du président de l'association ou de son répondant faisant état de l'existence ou de l'absence de condamnations criminelles ou pénales au cours des cinq années précédant la demande concernant chacun des dirigeants ou représentants de l'association en fonction au moment de la demande et, en cas de condamnation, les documents en attestant;
4. s'il y a lieu, l'association de salariés liée qui demande un permis doit transmettre une entente écrite dans laquelle les deux associations liées confirment leur volonté à l'effet que l'association demanderesse soit celle qui, des deux, sera responsable de la référence de leurs membres concernant tout métier, toute occupation et toute région que vise l'entente.

SOURCE : Bureau des permis de service de référence de main-d'œuvre – Secteur du travail

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2022-03-01

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-19

Titre :

Ressources du ministère du Travail affectées au Bureau des permis.

Exposé et statistiques :

Pour la période du 1^{er} avril 2021 au 28 février 2022, une employée à temps complet est rattachée au Bureau des permis afin d'en assurer les mandats. Par ailleurs, une directrice, une professionnelle ainsi qu'une technicienne en administration effectuent des tâches à temps partiel pour le Bureau des permis, tout en assumant d'autres responsabilités au Secteur du travail.

SOURCE : Bureau des permis de service de référence de main-d'œuvre – Secteur du Travail

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2022-03-07

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-20

Titre :

Liste des demandes de permis reçues, en indiquant si celui-ci a été délivré ou non, et les raisons appuyant l'acceptation ou le refus de la demande.

Exposé et statistiques :

Pour la période du 1^{er} avril 2021 au 1^{er} mars 2022, le Bureau des permis a reçu une demande de renouvellement de permis de l'Union internationale des journaliers d'Amérique du Nord, Section locale 62. Cette association respectait l'ensemble des conditions, un permis valide pour trois ans lui a donc été délivré.

LISTE DES TITULAIRES D'UN PERMIS DE SERVICE DE RÉFÉRENCE DE MAIN-D'ŒUVRE AINSI QUE LE STATUT DU PERMIS

En date du 1^{er} mars 2022

Renouvellement effectué en 2021-2022 : 1

Permis en vigueur au 1^{er} mars 2022 : 38

<u>Nom de l'association</u>	<u>Statut</u>	<u>Nom de l'association</u>	<u>Statut</u>
Syndicat québécois de la construction (SQC)	En vigueur	CPQMCI – Local 527-A	En vigueur
Centrale des syndicats démocratiques (CSD)	En vigueur	CPQMCI – Local 568	En vigueur
Confédération des syndicats nationaux (CSN)	En vigueur	CPQMCI – Local 711	En vigueur
CPQMCI – Local 4	En vigueur	CPQMCI – Local 761	En vigueur
CPQMCI – Local 7	En vigueur	CPQMCI – Local 905	En vigueur
CPQMCI – Local 58	En vigueur	CPQMCI – Local 929	En vigueur
CPQMCI – Local 62	En vigueur / Renouvelé	CPQMCI – Local 1135	En vigueur
CPQMCI – Local 71	En vigueur	CPQMCI – Local 2182	En vigueur
CPQMCI – Local 89	En vigueur	FTQ Construction	En vigueur
CPQMCI – Local 96	En vigueur	FTQ – FIPOE	En vigueur
CPQMCI – Local 101	En vigueur	FTQ – Local 1	En vigueur
CPQMCI – APFC116	En vigueur	FTQ – Local 9	En vigueur
CPQMCI – Local 134	En vigueur	FTQ – Local 99	En vigueur
CPQMCI – Local 144	En vigueur	FTQ – Local 100	En vigueur
CPQMCI – Local 160	En vigueur	FTQ – Local 135	En vigueur
CPQMCI – Local 271	En vigueur	FTQ – Local 618	En vigueur
CPQMCI – Local 349	En vigueur	FTQ – Local 1676	En vigueur
CPQMCI – Local 380	En vigueur	FTQ – Local 2016	En vigueur
CPQMCI – Local 1604	En vigueur	FTQ – Local 2366	En vigueur

SOURCE : Bureau des permis de service de référence de main-d'œuvre – Secteur du travail

DATE : 2022-03-14

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-21

Titre :

Fournir la liste des nouvelles dépenses en 2021-2022. Prévisions pour 2022-2023.

Exposé et statistiques :

Les nouvelles dépenses du Ministère en 2021-2022

Nouvelles dépenses 2021-2022 au 28 février 2022	(en \$)
Mesures d'Aide financière	
Soutien aux carrefours jeunesse-emploi	27 981 174
Fonds spéciaux	
Programme pour la requalification et l'accompagnement en technologies de l'information et des communications - PRATIC (FDMT)	21 716 940
Fonds de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre	
COUD-Service de garde	6 890 919
COUD-TI	275 466
Total FDRCMO	7 166 385
GRAND TOTAL	28 883 325

SOURCE : DGRFC-DEBF-SEB

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2022-04-05

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-22

Titre :

Les crédits dédiés ainsi que les copie des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant une refonte du Code du travail pour 2021-2022.

Exposé et statistiques :

Il n'y a pas eu d'études, de recherches, de sondages, de scénarios ou de projections concernant une refonte du Code du travail au cours de l'année 2021-2022.

SOURCE : Secteur du Travail

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2022-03-01

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-24

Titre :

Les crédits dédiés ainsi que les copies des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant l'allègement de la bureaucratie pour les entrepreneurs et les travailleurs autonomes pour 2021-2022.

Exposé et statistiques :

Le Ministère ne comptabilise pas ces crédits pour ce type d'activité.

En 2021-2022, le Secteur du travail du MTESS a poursuivi son implication lors des travaux menés par le ministère de l'Économie et de l'Innovation concernant le Plan d'action gouvernemental en matière d'allègement réglementaire et administratif 2020-2025, qui a été lancé le 16 décembre 2020.

SOURCE : Secteur du travail

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2022-03-07

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-25

Titre :

Les copies des études, analyses, recherches, sondages et le nombre de plaintes et procédures judiciaires en suivi de l'adoption du projet de loi no 51, *Loi visant à améliorer la flexibilité du régime d'assurance parentale afin de favoriser la conciliation travail-famille.*

Exposé et statistiques :

Question non pertinente à l'étude des crédits budgétaires puisque le Régime québécois d'assurance parentale (RQAP) et le Conseil de gestion de l'assurance parentale (Conseil de gestion) sont financés par un fonds fiduciaire autre que budgétaire.

SOURCE : Conseil de gestion de l'assurance parentale
COLLABORATION : Secteur de la solidarité sociale et de l'assurance parentale
Secteur de la gouvernance et de la performance organisationnelle
VALIDATION:
DATE : 9 mars 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-26

Titre :

Les crédits dédiés ainsi que les copies des études et analyses différenciées selon les sexes. Liste du personnel affecté à cette analyse, des rencontres et des consultations d'experts pour 2021-2022.

Exposé et statistiques :

En 2021-2022, aucune étude ou analyse différenciée selon les sexes formelle n'a été réalisée.

SOURCE : Secteur du travail
COLLABORATION : SEQ, SSSAP et SGPO
VALIDATION :
DATE : 2022-03-15

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-27

Titre :

Les crédits dédiés et les copies des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant l'élimination des clauses orphelines pour 2021-2022.

Exposé et statistiques :

Le Ministère ne comptabilise pas ces crédits pour ce type d'activité.

En 2021-2022, il n'y a pas eu d'études, d'analyses, de recherches, de sondages, de scénarios ou de projections concernant l'élimination des clauses « orphelines ».

SOURCE : STRAV
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2022-03-01

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-28

Titre :

Les crédits dédiés et les copies des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant la hausse de congés payés. Liste des rencontres et des consultations pour 2021-2022.

Exposé et statistiques :

En 2021-2022, il n'y a pas eu d'études, d'analyses, de recherches, de sondages, de scénarios ou de projections concernant la hausse de congés payés et aucune rencontre ou consultation particulière n'a eu lieu.

Enfin, concernant les crédits dédiés, le Ministère ne comptabilise pas de manière aussi détaillée ce type d'activité.

SOURCE : Secteur du travail

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2022-03-07

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-29

Titre :

Les crédits dédiés ainsi que les copies des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant le harcèlement psychologique et sexuel au travail. Liste des rencontres et des consultations pour 2021-2022.

Exposé et statistiques :

Au 31 mars 2021, aucun crédit n'a été engagé par le Secteur du travail pour ce dossier.

Le MTESS est responsable de la mise en œuvre de l'action 50 de la Stratégie gouvernementale pour prévenir et contrer les violences sexuelles 2016-2021 (prolongée jusqu'en 2022), soit « Réaliser un portrait du harcèlement sexuel en milieu de travail au Québec et documenter l'usage des recours existants en la matière ». Le rapport sera publié au printemps 2022.

Le 1^{er} février 2022, le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale a annoncé la mise sur pied d'un comité composé d'experts chargé d'analyser les recours en matière de harcèlement sexuel et d'agressions à caractère sexuel, mettant ainsi en œuvre la recommandation 138 du rapport « Rebâtir la confiance : Rapport du comité d'experts sur l'accompagnement des victimes d'agressions sexuelles et de violence conjugale », déposé le 15 décembre 2020. Le rapport du comité de travail devrait être déposé en décembre 2022.

Le comité a invité toute personne intéressée à lui transmettre un mémoire d'ici le 4 avril 2022.

Depuis le 6 octobre 2021, avec la sanction de la Loi modernisant le régime de santé et de sécurité du travail, l'employeur doit prendre les mesures nécessaires pour assurer la protection d'un travailleur exposé à une situation de violence sur les lieux du travail. Cette violence peut être physique ou psychologique et inclut la violence conjugale, familiale ou à caractère sexuel. L'adoption de cette nouvelle obligation répond à la recommandation 139 du rapport *Rebâtir la confiance*.

SOURCE : Secteur du travail

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2022-03-02

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-30

Titre :

Les crédits dédiés et les copies des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant les agences de placement pour 2021-2022.

Exposé et statistiques :

En 2021-2022, il n'y a pas eu d'études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant les agences de placement.

SOURCE : Secteur du travail

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2022-03-09

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-31

Titre :

Le nombre de plaintes et de procédures judiciaires incluant les sujets et les crédits alloués au traitement de ces éléments concernant les agences de placement pour 2021-2022.

Exposé et statistiques :

Aucune plainte n'a été reçue au Ministère en 2021-2022.

Aucune procédure judiciaire n'a été intentée en 2021-2022.

SOURCE : Secteur du travail
COLLABORATION : Direction des affaires juridiques
VALIDATION :
DATE : 2022-03-07

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-32

Titre :

Les crédits dédiés ainsi que les copies des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant la requalification de la main-d'œuvre. Liste de personnel affecté à cet enjeu, liste des rencontres et des experts consultés pour 2021-2022.

Exposé et statistiques :**Crédits dédiés pour la requalification de la main-d'œuvre :**

Les demandes de participations au Programme d'aide à la relance par l'augmentation de la formation (PARAF) ont pris fin le 30 avril 2021. Ce programme était doté d'un budget de 114,6 M\$ sur deux ans (2020-2021 et 2021-2022).

Le 24 mai 2021, le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale a annoncé la mise en œuvre à compter du 1er juillet 2021 du Programme pour la requalification et l'accompagnement en technologie de l'information et des communications (PRATIC). Ce programme est doté d'un budget de près de 100 M\$ sur 5 ans.

Le 30 novembre 2021, le gouvernement a lancé l'Opération main-d'œuvre pour répondre à l'enjeu de la rareté de la main-d'œuvre dans certains secteurs prioritaires. L'ensemble des mesures de l'Opération main-d'œuvre représente des investissements de 3,9 milliards sur cinq ans.

Études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections :

Afin de déterminer les besoins en main-d'œuvre et les effets des solutions proposées, plusieurs travaux d'analyse et de projections ont été réalisés par les ministères concernés en préparation de l'Opération main-d'œuvre.

Personnel affecté :

Aucun ETC supplémentaire n'a été requis.

Rencontres et experts consultés :

La préparation de l'Opération main-d'œuvre a exigé la tenue de multiples rencontres avec des représentants des ministères interpellés par les enjeux de pénurie de main-d'œuvre, notamment le MIFI, le MES et le MEQ, ainsi que des ministères plus sectoriels que sont le MSSS et le MFA.

Des rencontres ont également lieu avec les représentants des établissements collégiaux (la Fédération des cégeps et de l'Association des collèges privés du Québec) ainsi qu'avec les représentants des établissements universitaires (le Bureau de coopération interuniversitaire) afin d'assurer une mise en œuvre efficace des mesures.

Concernant le PRATIC, Technocompétences et le Bureau du cinéma et de la télévision du Québec (BCTQ) sont consultés dans certains cas pour évaluer la pertinence des programmes.

SOURCE : Direction des politiques d'emploi et des stratégies (DPES)

COLLABORATION :

DATE : 31 mars 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-33

Titre :

Les crédits dédiés et les copies des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant la hausse du salaire minimum pour 2021-2022.

Exposé et statistiques :

En 2021-2022, l'analyse d'impact réglementaire (AIR) concernant la révision du taux général du salaire minimum a été publiée :

https://www.travail.gouv.qc.ca/fileadmin/fichiers/Documents/etudes_d_impact/ED_RevSalMin_2022_MTESS.pdf

Enfin, concernant les crédits dédiés, le Ministère ne les comptabilise pas de manière aussi détaillée pour ce type d'activité.

SOURCE : Secteur du travail

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2022-03-07

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-34

Titre :

Les crédits dédiés ainsi que les copies des études, analyses, recherches, scénarios ou projections concernant l'implantation d'un système permettant de prendre en compte différents paramètres sociaux et économiques dans l'augmentation du salaire minimum pour 2021-2022.

Exposé et statistiques :

L'analyse d'impact réglementaire concernant la révision du taux général du salaire minimum (lien fourni dans le cadre de la question précédente) prend en compte les différents paramètres sociaux et économiques associés à l'augmentation du salaire minimum.

Enfin, concernant les crédits dédiés, le Ministère ne les comptabilise pas de manière aussi détaillée pour ce type d'activité.

SOURCE : Secteur du travail

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2022-03-07

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-35

Titre :

Les crédits dédiés et les copies des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant le salaire des cueilleurs de petits fruits pour 2021-2022

Exposé et statistiques :

En 2021-2022, l'analyse d'impact réglementaire concernant la révision du taux général du salaire minimum a été publiée, laquelle présente les augmentations respectives prévues au 1^{er} mai 2022 pour le taux payable aux salariés affectés exclusivement à la cueillette de framboises et pour le taux payable aux salariés affectés exclusivement à la cueillette de fraises :

https://www.travail.gouv.qc.ca/fileadmin/fichiers/Documents/etudes_d_impact/ED_RevSalMin2022_MTESS.pdf

Enfin, concernant les crédits dédiés, le Ministère ne les comptabilise pas de manière aussi détaillée pour ce type d'activité.

SOURCE : Secteur du travail

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2022-03-07

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-36

Titre :

Les crédits dédiés ainsi que les copies des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant les travailleurs agricoles pour 2021-2022.

Exposé et statistiques :

En 2021-2022, aucune étude, analyse, recherche, sondage, scénario ou projection concernant les travailleurs agricoles n'a été réalisé.

SOURCE : Secteur du travail

COLLABORATION : SEQ

VALIDATION :

DATE : 2022-03-01

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-37

Titre :

Les crédits dédiés ainsi que la liste des projets ou des activités, liés au Plan Nord et à la Stratégie maritime, financés à même le budget du ministère du Travail pour 2021-2022.

Exposé et statistiques :

Pour les activités liées au Plan Nord :

Priorités d'action du Ministère pour le Plan Nord :

- **Attirer, recruter et retenir la main-d'œuvre** au moyen : de l'offre du site Internet *Placement en ligne*; de la tenue de foires de l'emploi et de salons de la main-d'œuvre notamment dans les communautés autochtones, dans les régions du territoire du Plan Nord et dans les autres régions du Québec; d'un accès à des répondants associés au Plan Nord qui sont capables d'informer et de soutenir les personnes à la recherche d'un emploi et qui sont présents partout au Québec par l'entremise des centres locaux d'emploi, des bureaux de Services Québec et des directions régionales de Services Québec.
- **Produire et diffuser de l'information sur le marché du travail** au moyen : d'une promotion accrue de l'*Information sur le marché du travail* en ligne; de la production et de la diffusion du profil actuel de la main-d'œuvre du territoire du Plan Nord; de la production et de la diffusion des perspectives professionnelles ainsi que des professions en demande dans les territoires nordiques; d'une démarche concertée avec les organismes autochtones responsables d'élaborer des profils de la main-d'œuvre autochtone.
- **Assurer la formation de la main-d'œuvre** au moyen : du recours à l'information sur le marché du travail pour améliorer l'adéquation entre les besoins des entreprises et les compétences de la main-d'œuvre; de l'offre de mesures d'aide à l'emploi, dont la mesure de formation, pour le territoire du Plan Nord et pour la main-d'œuvre des régions du sud désireuse d'aller travailler au nord.
- **Intensifier les liens avec les communautés autochtones** au moyen : du maintien, par les directions régionales de Services Québec, du réseau d'agents de liaison autochtones mis en place en 2013 et de la révision de leur mandat à la lumière des orientations gouvernementales en matière d'offre de service aux Autochtones.

Autres

- **Partenariats en lien avec le Plan Nord au Nord-du-Québec**
 - Comité de diversification économique de Chapais
 - L'objectif du comité est de réunir les différents intervenants, politique et administratif, afin que tous joignent leurs efforts à la démarche visant à assurer la pérennité et la diversification économique de Chapais.
 - Société du Plan Nord
 - La Société du Plan Nord requiert des avis de pertinence concernant divers projets qui lui sont soumis.
 - Comité main-d'œuvre et vitalité des communautés
 - L'objectif du comité est de produire un avis au ministre responsable du Plan Nord visant à favoriser la disponibilité d'une main-d'œuvre adéquate sur le territoire et contribuer à la vitalité des communautés.
 - Comité sur des projets sur l'immigration
 - L'objectif des différents comités interministériels et partenaires municipaux ou autres, pour échanger et prendre des actions sur la mission immigration avec l'entreprise et sur les enjeux liés à l'intégration des immigrants.

- Comité Grande Alliance du Nord du Québec : comités permanents qui visent la gouvernance pour les années à venir, des thématiques de développement associées à la mise en œuvre de la Grande Alliance. Plus spécifiquement, ce comité opère en 3 sous-comités :
 - Comité minéraux stratégiques
 - Comité distribution d'énergie
 - Comité télécommunication

La Société du Plan Nord est responsable de ce plan d'action.

Priorités d'action du Ministère pour le Plan Nord :

Il s'agit d'un Projet économique d'envergure visant à améliorer l'adéquation entre les besoins des entreprises et les compétences de la main-d'œuvre en ayant recours à de la formation et des mesures d'aide à l'emploi en vue d'une intégration et d'un maintien en emploi, à la hauteur de 4 M\$, dont 1 M\$ versés par le MTESS.

Pour l'année 2021-2022, étant donnée la situation pandémique, les projets ont été mis en veille et reprendront au cours de la prochaine année.

Le MTESS continue de déployer ses efforts en matière de main-d'œuvre pour soutenir la valorisation du territoire nordique au Québec et ceci, à même ses programmes réguliers.

Au tableau 1 ci-dessous, les dépenses sont celles de la mesure de formation de la main-d'œuvre individues pour les trois directions régionales liés au Plan Nord pour 2021-2022, les données sont au 18 février 2022.

Tableau 1 (en millier)

Régions	2021-2022 Dépenses
Nord-du-Québec	571,9
Côte-Nord	2 029,1
Saguenay-Lac-St-Jean	10 063,6
Total	12 664,6

Pour la Stratégie maritime:

En 2021-2022, il n'y a eu aucune activité : l'ancienne stratégie maritime était terminée.

SOURCE : Direction des politiques d'emploi et des stratégies
COLLABORATION : Secteur des services à la clientèle
 Direction de la planification et de la reddition de comptes
VALIDATION :
DATE : 2022-03-24

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-38

Titre :

Les crédits dédiés ainsi que le nombre de conciliateurs/médiateurs pour 2021-2022.

**Évolution du personnel régulier
ayant le corps d'emploi conciliateur/médiateur¹**

Conciliateur/médiateur	2021-2022 (au 23 février 2022)
Nombre de conciliateur/médiateur	28

¹ Données extraites du SAGIP à la paie du 24 février 2022 (effectifs en lien d'emploi au 23 février 2022).

À noter qu'aucun employé occasionnel n'était conciliateur/médiateur au 23 février 2022.

Les crédits dédiés de 2021-2022 pour les conciliateurs/médiateurs représentent 4 192 424 \$

SOURCE : DGRH - SSGRI

COLLABORATION : SBACR

VALIDATION :

DATE : 2022-03-14

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-39

Titre :

Nombre de dossiers traités par un médiateur/conciliateur pour 2021-2022.

Exposé et statistiques :

Nombre de dossiers traités par médiateur-conciliateur pour 2021-2022

	2021-2022 ¹
Médiateurs-conciliateurs	26
Dossiers traités	589 ²
Dossiers par médiateur-conciliateur	22,65 ²

¹ Pour la période du 1^{er} avril 2021 au 28 février 2022.

² Il s'agit d'une donnée préliminaire.

SOURCE :

Direction de la médiation, de la conciliation et des services en relations du travail – Secteur du travail

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE :

2022-03-30

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-42

Titre :

Indiquer les mesures et les sommes engagées pour prévenir et lutter contre les violences sexuelles dans l'ensemble des milieux de travail pour 2021-2022.

Exposé et statistiques :

En 2021-2022, dans le cadre de la mise en œuvre de l'action 50 de la *Stratégie gouvernementale pour prévenir et contrer les violences sexuelles 2016-2021*, le Ministère s'est engagé à « Réaliser un portrait du harcèlement sexuel en milieu de travail au Québec et documenter l'usage des recours existants en la matière ». Le rapport sera publié au printemps 2022.

Pour l'année 2021-2022, aucune somme n'a été engagée par le Secteur du travail pour cette mesure.

Aussi, soulignons que :

- Le MTESS est partenaire de la mise en œuvre de la *Stratégie gouvernementale pour prévenir et contrer les violences sexuelles 2016-2021* (Ci-après la Stratégie), qui a été prolongée jusqu'en 2022 par le Conseil des ministres le 30 juin 2021. Le Secrétariat à la condition féminine (SCF) assure la coordination de la Stratégie.
- Dans la Stratégie, outre sa responsabilité relative à l'action 50 ci-haut mentionnée, le MTESS agit en collaboration, avec les autres ministères partenaires, pour la réalisation des actions 1, 25 et 55 :
 - o Action 1 : Réaliser des campagnes de sensibilisation aux violences sexuelles;
 - o Action 25 : Produire et diffuser un répertoire des ressources communautaires et publiques pouvant s'adresser aux personnes prostituées qui souhaitent sortir du milieu prostitutionnel;
 - o Action 55 : Tenir deux événements d'échanges et de transfert d'expertise sur les violences sexuelles regroupant des intervenantes et intervenants de différents milieux.
- Par ailleurs, le 1^{er} février 2022, le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale a annoncé la mise sur pied d'un comité composé d'experts chargé d'analyser les recours en matière de harcèlement sexuel et d'agressions à caractère sexuel, mettant ainsi en œuvre la recommandation 138 du rapport « Rebâtir la confiance : Rapport du comité d'experts sur l'accompagnement des victimes d'agressions sexuelles et de violence conjugale », déposé le 15 décembre 2020. Le rapport du comité de travail devrait être déposé en décembre 2022.
- Le financement du comité provient de fonds alloués en vertu de la Stratégie gouvernementale pour prévenir et contrer les violences sexuelles, portée par le SCF.
- Depuis le 6 octobre 2021, avec la sanction de la Loi modernisant le régime de santé et de sécurité du travail, l'employeur doit prendre les mesures nécessaires pour assurer la protection d'un travailleur exposé à une situation de violence sur les lieux du travail. Cette violence peut être physique ou psychologique et inclut la violence conjugale, familiale ou à caractère sexuel. L'adoption de cette nouvelle obligation répond à la recommandation 139 du rapport *Rebâtir la confiance*.
- Au 31 mars 2022, aucune somme n'a été engagée par le Secteur du travail pour cette mesure.

SOURCE : Secteur du travail

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2022-03-07

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-43

Titre :

Indiquer si le Comité interministériel pour la révision du salaire minimum a effectué une analyse différenciée selon les sexes (ADS) pour décider de l'évolution du salaire minimum. Indiquer si votre ministère a produit une ADS pour 2021-2022.

Exposé et statistiques :

L'analyse d'impact réglementaire concernant la révision du taux général du salaire minimum produite présente certaines informations sexuées :

https://www.travail.gouv.qc.ca/fileadmin/fichiers/Documents/etudes_d_impact/ED_RevSalMin2022_MTESS.pdf .

SOURCE : Secteur du travail

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2022-03-07

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-44

Titre :

Les crédits dédiés à la négociation et au règlement des conflits de travail, en incluant la liste de ceux-ci pour 2021-2022.

Exposé et statistiques :

Le Ministère ne comptabilise pas de manière aussi détaillée les crédits pour ce type d'activité.

SOURCE : Direction de la médiation, de la conciliation et des services en relations du travail – Secteur du travail

COLLABORATION : SSGRI

VALIDATION :

DATE : 2021-03-01

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-45

Titre :

Par programme, donner le niveau des crédits demandés au Conseil du trésor pour les années 2021-2022 et 2022-2023.

Exposé et statistiques :

L'information est disponible dans le budget de dépenses 2022-2023.

SOURCE : DGRFC - SEB

COLLABORATION :

VALIDATION:

DATE : 2022-03-14

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-48

Titre :

Pour le ministère et chacun des organismes, agences, ou autres relevant du ministère, veuillez nous indiquer le nombre de postes abolis alors que l'employé était sous le régime du RQAP au cours de la dernière année, par région et en incluant les raisons de l'abolition du poste.

Exposé et statistiques :

Il n'y a pas eu d'abolition de poste pour un employé au MTESS alors que ce dernier était bénéficiaire du RQAP.

SOURCE : DGRH
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2022-03-28

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-49

Titre :

Pour le ministère et chacun des organismes, agences, ou autres relevant du ministère, veuillez nous indiquer le nombre de postes mutés alors que l'employé était sous le régime du RQAP au cours de la dernière année, par région et en incluant les raisons de mutation du poste.

Exposé et statistiques :

Nous ne disposons pas de l'information requise pour répondre à cette question. La mutation implique un transfert du dossier de l'employé et il devient impossible de déterminer si la mutation survient à la fin d'un congé ou si le congé se poursuit dans une autre organisation.

SOURCE : DGRH
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2022-03-28

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-50

Titre :

Crédits dédiés au règlement encadrant les activités des agences de placement de personnel et des agences de recrutement de travailleurs étrangers temporaires :

- a) Les dépenses juridiques;
- b) Le nombre de rencontres, préalablement au nouveau règlement, ventilé par date et en précisant les groupes rencontrés;
- c) Les crédits alloués ainsi que les copies des analyses, des études d'impacts et le plan de déploiement.

Exposé et statistiques :

En 2021-2022, dans le cadre du Règlement sur les agences de placement de personnel et sur les agences de recrutement de travailleurs étrangers temporaires :

- a) Aucune dépense juridique;
- b) Aucune rencontre relative au règlement tenue entre le Ministère et des intervenants extérieurs aux ministères et organismes du gouvernement du Québec;
- c) Aucune analyse ou étude d'impact particulière.

SOURCE : Secteur du travail
COLLABORATION : Direction des affaires juridiques
VALIDATION :
DATE : 2022-02-28

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-51

Titre :

La liste, ainsi que les décrets modifiant des conventions collectives en 2021-2022.

Exposé et statistiques :

En 2021-2022, il n'y a eu aucun décret modifiant des conventions collectives.

SOURCE : STRAV
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2022-03-01

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-52

Titre :

Les crédits dédiés ainsi que les copies des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant les décrets de convention collective, ventilés par décret.

Exposé et statistiques :

En 2021-2022, trois analyses d'impact réglementaire (AIR) ont été mises en ligne, tel qu'indiqué dans le tableau ci-dessous.

Le tableau ci-dessous présente les décrets de convention collective et les règlements pour lesquels des AIR ont été mises en ligne en 2021-2022. Or, la mise en ligne d'une AIR survient lors de l'étape de la publication pour consultation publique de 45 jours à la Gazette officielle du Québec (GOQ), laquelle est préalable à la publication finale. Ainsi, pour un décret de convention collective ou un règlement donné, l'AIR peut avoir été mise en ligne dans une année financière et la publication finale à la GOQ peut avoir eu lieu dans l'année financière subséquente. Notons aussi que certains règlements des comités paritaires font l'objet d'une seule publication à la GOQ.

Décret ou règlement	Date de mise en ligne
Projet de décret modifiant le Décret sur les agents de sécurité AIR : https://www.travail.gouv.qc.ca/fileadmin/fichiers/Documents/etudes_d_impact/AIR_agents_securite.pdf	1 ^{er} septembre 2021
Décret modifiant le Décret sur l'enlèvement de déchets solides de la région de Montréal AIR : https://www.travail.gouv.qc.ca/fileadmin/fichiers/Documents/etudes_d_impact/AIR_enlevement_dechet_mtl.pdf	6 octobre 2021
Décret modifiant le Décret sur l'industrie des services automobiles des régions Lanaudière-Laurentides AIR : https://www.travail.gouv.qc.ca/fileadmin/fichiers/Documents/etudes_d_impact/AIRautoLanLau_2021-10.pdf	13 octobre 2021

SOURCE : STRAV
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2022-03-24

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-53

Titre :

Les crédits dépensés dans le cadre de la Journée internationale des travailleuses et travailleurs.

Exposé et statistiques :

Le Ministère ne comptabilise pas ce type d'activité.

SOURCE : Secteur du travail
COLLABORATION : Direction des communications
VALIDATION :
DATE : 2022-02-28

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-54

Titre :

Les crédits alloués, le nombre de bénéficiaires, le montant dépensé et le montant moyen octroyé à ceux-ci, ainsi que le bilan pour le projet pilote visant à soutenir les entreprises et les travailleurs saisonniers.

Exposé et statistiques :

- En 2021-2022 (en date du 18 février 2022) : 4 participations à des formations individuelles, pour des déboursés de 11 208 \$.
- En 2021-2022 (en date du 18 février 2022), on retrouve 49 projets de formation en entreprises, pour des déboursés de 707 009 \$.
- Le projet pilote a débuté en mars 2018. Il prévoit de la formation pour les travailleurs saisonniers en chômage donnant droit, pendant la durée de la formation, à une allocation d'aide à l'emploi rehaussée. Le projet pilote prévoit également un soutien financier rehaussé pour les entreprises ayant des activités saisonnières qui prolongent la période d'emploi de leurs salariés pour les former.
- Un bilan de ce projet pilote pour l'année 2018-2019 a été approuvé lors de l'Assemblée délibérante de la Commission des partenaires du marché du travail (CPMT) du 13 février 2020, après consultation des membres de la Table nationale de concertation sur l'emploi saisonnier, laquelle a été mise en place par le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale.
- Les recommandations de ce bilan proposent notamment certains ajustements dans les modalités du projet pilote.
- Le projet pilote a été reconduit pour une quatrième et dernière année en 2021-2022.

SOURCE : Secteur des services à la clientèle
COLLABORATION : Secteur Emploi-Québec
VALIDATION : Direction de l'analyse et de l'information de gestion
DATE : 15 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-55

Titre :

Concernant l'accès à l'information :

- a) Nombre d'effectifs supplémentaires affectés au traitement des demandes d'accès à l'information en 2021-2022.
- b) Nombre de demandes d'accès à l'information reçues en 2021-2022.
- c) Nombre de demandes d'accès répondues dans le délai prescrit par la Loi en 2021-2022.

Exposé et statistiques :

- a) Nombre d'effectifs supplémentaires affectés au traitement des demandes d'accès à l'information en 2021-2022.

Aucun effectif supplémentaire n'a été affecté au traitement des demandes d'accès à l'information en 2021-2022.

- b) Nombre de demandes d'accès à l'information reçues en 2021-2022.

Le Ministère a reçu 314 demandes d'accès à l'information entre le 1^{er} avril 2021 et le 31 mars 2022.

- c) Nombre de demandes d'accès répondues dans le délai prescrit par la Loi en 2021-2022.

Le Ministère a répondu à 279 demandes dans le délai prescrit par la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels.

Enfin, certaines demandes reçues à la fin de l'année financière 2021-2022 seront répondues dans le délai après le 31 mars 2022, mais ne sont pas incluses dans ce nombre.

SOURCE : Secrétariat général adjoint

COLLABORATION :

VALIDATION:

DATE : 2022-03-31

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-56

Titre :

Liste des avis demandés par le ministre ou le gouvernement au CCTM et copie des avis transmis au ministre pour 2021-2022 en indiquant l'état des travaux en cours.

Exposé et statistiques :

Les avis produits par le CCTM appartiennent au ministre. Aussi longtemps que celui-ci ne donne pas son accord, les avis restent confidentiels.

2021-2022

Avis demandés

- Consultation du CCTM concernant la nomination de nouveaux membres au Tribunal administratif du travail
(Avis demandé le 27 septembre 2021 et transmis le 15 octobre 2021)
- Avis sur le projet de règlement général visant à encadrer les règlements d'un comité paritaire
(Avis demandé le 24 novembre 2021 et transmis le 17 décembre 2021)
- Avis concernant la nomination à la vice-présidence des opérations, divisions des relations du travail, des services essentiels, de la construction et de la qualification professionnelle (RT) du Tribunal administratif du travail
(Avis demandé le 3 décembre 2021 et transmis le 10 décembre 2021)
- Avis du CCTM sur l'état de situation concernant les régimes de retraite équivalents et les disparités de traitement dans les régimes de retraite à prestations déterminées
(Avis demandé le 19 janvier 2022 et transmis le 11 mars 2022)
- Avis concernant les disparités de traitement en fonction de la date d'embauche en matière de régimes de retraite et d'avantages sociaux
(Avis demandé le 16 septembre 2019 et transmis le 11 mars 2022)

SOURCE : Comité consultatif du travail et de la main-d'œuvre (CCTM)

COLLABORATION :

VALIDATION:

DATE : 2022-03-17

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-57

Titre :

Liste et copie des avis réalisés à l'initiative du CCTM pour 2021-2022.

Exposé et statistiques :

Les avis produits par le Comité consultatif du travail et de la main-d'œuvre (CCTM) appartiennent au ministre. Aussi longtemps que celui-ci ne donne pas son accord, les avis restent confidentiels.

2021-2022

- Avis à l'initiative du CCTM concernant l'attribution des mandats ministériels et le Règlement sur la rémunération des arbitres
(Avis approuvé le 8 juin 2021 et transmis le 14 juin 2021)
- Avis à l'initiative du CCTM sur le fonctionnement et la gouvernance des comités paritaires
(Avis approuvé le 14 octobre 2021 et transmis le 20 octobre 2021)

SOURCE : Comité consultatif du travail et de la main-d'œuvre (CCTM)

COLLABORATION :

VALIDATION:

DATE : 2022-03-17

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-58

Titre :

Nombre de plaintes traitées par le CCTM concernant les arbitres de grief, nombre de décisions rendues et nombre de cas en délibéré pour 2021-2022. Fournir l'objet de la plainte.

Exposé et statistiques :

2021-2022

Plaintes traitées : 2

Décisions rendues : 1 dossier fermé et 1 décision

Cas en délibéré : 0

Une plainte traitée avait pour objet : délai pour rendre une décision (dossier fermé)

Une plainte traitée avait pour objet : manque d'assistance de l'arbitre (plainte rejetée)

SOURCE : Comité consultatif du travail et de la main-d'œuvre (CCTM)

COLLABORATION :

VALIDATION:

DATE : 2022-03-17

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-59

Titre :

Liste des dépenses de fonctionnement pour 2021-2022 et prévisions pour 2022-2023.

Exposé et statistiques :

**Liste des dépenses de fonctionnement du Bureau d'évaluation médicale (BEM)
pour 2021 (année civile)**

Catégories de dépenses	Dépenses 2021
Services de transport, de communication et autres postes	69 471,00 \$
Services professionnels et auxiliaires	1 827 248,00 \$
Location de meubles	2 092,00 \$
Location de biens immeubles	430 126,00 \$
Fournitures et équipements	62 092,00 \$
Investissement	32 563,00 \$
Total	2 423 592,00\$

SOURCE :

Bureau d'évaluation médicale – Secteur du travail

COLLABORATION :

Service des Budgets d'Administration et du Coût de revient – Secteur des services à la gestion et des ressources informationnelles

VALIDATION :

DATE :

2022-03-08

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-60

Titre :

Liste des bureaux régionaux et effectifs étant rattachés, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux et prévisions pour 2022-2023.

Exposé et statistiques :

Le Bureau d'évaluation médicale (BEM) n'a pas de bureaux régionaux.

Le BEM dispose de 2 bureaux avec personnel administratif et salles d'examen, dont un à Montréal et l'autre à Québec.

SOURCE : Bureau d'évaluation médicale – Secteur du travail
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2022-03-08

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-61

Titre :

Nombre de dossiers au BEM pour 2021-2022.

Exposé et statistiques :

Nombre d'avis produits au BEM en 2021

Année civile	Nombre de dossiers
2021	10 037

Délais de traitement moyens en 2021

Année civile	Délai moyen d'évaluation (jours)	Délai légal moyen (jours)	Délai opérationnel moyen (jours)
2021	113,8	24,5	138,3

SOURCE :

Bureau d'évaluation médicale – Secteur du travail

COLLABORATION :

VALIDATION :

Direction de l'analyse et de l'information de gestion – Secteur de la gouvernance et de la performance organisationnelle

DATE :

2022-03-15

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-62

Titre :

Nombre d'avis confirmant ou infirmant l'opinion du médecin traitant.

Exposé et statistiques :

Le Bureau d'évaluation médicale (BEM) ne compile aucune statistique au regard du nombre d'avis confirmant ou infirmant l'opinion du médecin traitant.

SOURCE : Bureau d'évaluation médicale – Secteur du travail
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2022-02-22

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-63

Titre :

Nombre d'avis demandés par la CNESST et nombre d'avis demandés par les employeurs pour 2021-2022.

Exposé et statistiques :

Nombre de demandes reçues (avis demandés) au Bureau d'évaluation médicale (BEM), selon l'origine de la demande :

Année Financière	CNESST	Employeur	Demandes conjointes CNESST et Employeur	Total
2021-2022	2336	7988	0	10324
	22,63%	77,37%	0,00%	100,00%

Source: DBEM0901b

2021-2022 : Données en date du 28 février 2022.

SOURCE :

Bureau d'évaluation médicale – Secteur du travail

COLLABORATION :

VALIDATION :

Direction de l'analyse et de l'information de gestion – Secteur de la gouvernance et de la performance organisationnelle

DATE :

2022-03-15

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-64

Titre :

Liste des médecins du BEM approuvée selon l'article 216 de la *Loi sur les accidents de travail et les maladies professionnelles* pour 2021-2022. Ventilation par spécialité. Pour chacune des années, honoraires versés par médecin et par spécialité, et nombre de cas traités par médecin.

Exposé et statistiques :

Le BEM ne dispose pas des données concernant les honoraires versés par médecin et par spécialité.

Spécialités	Membres 2021-2022	Nb d'avis
Chirurgie générale	Gosselin, Michel	13
Chirurgie orthopédique	Baho, Olivier	
	Beaumont Courteau, Maxime	13
	Beaumont, Pierre	129
	Boubez, Ghassan	39
	Carbery, Michael	20
	Cloutier, Réjean	35
	Cloutier, Frédéric-Charles	
	Daoud, Hany	364
	Dehnade, Famararze	177
	Desautels, Charles	70
	Desloges, Danielle	323
	Duchesne, Robert	203
	Dufour, Marcel	439
	Fallaha, Michel	429
	Fournier, Karl	367
	Fraser, Myriam	58
	Gagnon, Sylvain	59
	Godbout, Véronique	8
	Greenfield, Gary	372
	Isler, Marc	
	Jodoïn, Alain	288
	Labelle, Hubert	326
	Lemire, Luc	101
Mac, Thien Vu	280	
Mac-Thiong, Jean-Marc	75	
Magalhaes Grave, Marc-André	82	
Michaud, Guillaume	93	
Nguyen, Hai	6	
Perron, Odette	426	
Sepehr-Arae, Arash	659	
Valériote, Josée	18	
Wiltshire, David G.	168	
Chirurgie plastique	Léveillé, André	311
	Mok, David	
	Pépin, Marie-Ève	9
	Sauvageau, Johanne	
	Tremblay, Dominique	22

Source: DBEM0901c3

Données en date du 28 février 2022

Spécialités	Membres 2021-2022	Nb d'avis
Dentistene	Giguère, Michel	16
Dermatologie	Moreau, Linda	2
Médecine de famille	Dalcourt, Jean-Pierre	44
	Drouin, Denis	76
	Laberge, Janick	44
Médecine interne	Coiteux, Isabelle	8
Médecine physique et réadaptation	Bazinet, Brigitte	334
	Parent, René	
	Tinawi, Simon	24
Neurochirurgie	Al-Atassi, Borhan	110
	Bouvier, Guy	
	Demers, Jacques	362
	Godoy Pimenta, Newton Jose	40
	Malak, Ramez	164
	McLelland, Hans	261
	Michaud, Yzabel	160
	Moumdjian, Robert A.	268
	Séguin, Mario	49
	Shedid, Daniel	522
	Weil, Alexander	
Yuh, Sung-Joo	295	
Neurologie	Bérubé, Arline	9
	Masson, Hélène	35
Ophtalmologie	Lafond, Gilles-P.	13
	Mathieu-Millaire, Francine	5
	Robert, Marie-Claude	
ORL/chirurgie cervico-faciale	Abboud, Samir	34
	Rahal, Akram	9
Pneumologie	Saad, Nathalie	12
Psychiatrie	Bemmira, Sara	
	Bouchard, Roch	1
	Calouche, Sonia	6
	Leblanc, Diane	1
	Montreuil, Jean-François	8
	Navidzadeh, Nyassa	
	Primeau, François	13

SOURCE : Bureau d'évaluation médicale – Secteur du travail

COLLABORATION :

VALIDATION : Direction de l'analyse et de l'information de gestion – Secteur de la gouvernance et de la performance organisationnelle

DATE : 2022-03-15

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-65

Titre :

Nombre de patients traités par médecin ayant participé au BEM pour 2021-2022. Ventilation par lésion ou maladie professionnelle.

Exposé et statistiques :

Nombre d'avis produits par les membres du BEM, suite à une évaluation du travailleur, entre le 1^{er} avril 2021 et le 28 février 2022

Spécialités	Membres 2021-2022	Nb d'avis
Chirurgie générale	Gosselin, Michel	13
Chirurgie orthopédique	Baho, Olivier	
	Beaumont Courteau, Maxime	13
	Beaumont, Pierre	129
	Boubez, Ghassan	39
	Carbery, Michael	20
	Cloutier, Réjean	35
	Cloutier, Frédéric-Charles	
	Daoud, Hany	364
	Dehnade, Faramarze	177
	Desautels, Charles	70
	Desloges, Danielle	323
	Duchesne, Robert	203
	Dufour, Marcel	439
	Fallaha, Michel	429
	Fournier, Karl	367
	Fraser, Myniam	58
	Gagnon, Sylvain	59
	Godbout, Véronique	8
	Greenfield, Gary	372
	Isler, Marc	
	Jodoin, Alain	288
	Labelle, Hubert	326
	Lemire, Luc	101
	Mac, Thien Vu	280
	Mac-Thiong, Jean-Marc	75
	Magalhaes Grave, Marc-André	82
	Michaud, Guillaume	93
	Nguyen, Hai	6
	Perron, Odette	426
	Sepehr-Arae, Arash	659
Valériote, Josée	18	
Wiltshire, David G.	168	
Chirurgie plastique	Léveillé, André	311
	Mok, David	
	Pépin, Marie-Ève	9
	Sauvageau, Johanne	
	Tremblay, Dominique	22

Source: DBEM0901c3

Données en date du 28 février 2022

Le BEM ne compile pas les données par lésion ou maladie professionnelle.

Spécialités	Membres 2021-2022	Nb d'avis
Dentisterie	Giguère, Michel	16
Dermatologie	Moreau, Linda	2
Médecine de famille	Dalcourt, Jean-Pierre	44
	Drouin, Denis	76
	Laberge, Janick	44
Médecine interne	Coiteux, Isabelle	8
Médecine physique et réadaptation	Bazinet, Brigitte	334
	Parent, René	
	Tinawi, Simon	24
Neurochirurgie	Al-Atassi, Borhan	110
	Bouvier, Guy	
	Demers, Jacques	362
	Godoy Pimenta, Newton Jose	40
	Malak, Ramez	164
	McLelland, Hans	261
	Michaud, Yzabel	160
	Moumdjian, Robert A.	268
	Séguin, Mario	49
	Shedid, Daniel	522
	Weil, Alexander	
Yuh, Sung-Joo	295	
Neurologie	Bérubé, Arline	9
	Masson, Hélène	35
Ophtalmologie	Lafond, Gilles-P.	13
	Mathieu-Millaire, Francine	5
	Robert, Marie-Claude	
ORL/chirurgie cervico-faciale	Abboud, Samir	34
	Rahal, Akram	9
Pneumologie	Saad, Nathalie	12
Psychiatrie	Bemmira, Sara	
	Bouchard, Roch	1
	Calouche, Sonia	6
	Leblanc, Diane	1
	Montreuil, Jean-François	8
	Navidzadeh, Nyassa	
	Primeau, François	13

SOURCE : Bureau d'évaluation médicale – Secteur du travail

COLLABORATION :

VALIDATION : Direction de l'analyse et de l'information de gestion – Secteur de la gouvernance et de la performance organisationnelle

DATE : 2022-03-15

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-66

Titre :

Ventilation des coûts de fonctionnement du BEM pour 2021-2022 et les prévisions pour 2022-2023.

Exposé et statistiques :

Ventilation des coûts de fonctionnement – 2021 (année civile)

Dépenses de fonctionnement	Dépenses 2021
Services de transport, de communication et autres postes	69 471,00 \$
Services professionnels et auxiliaires	1 827 248,00 \$
Location de meubles	2 092,00 \$
Location de biens immeubles	430 126,00 \$
Fournitures et équipements	62 092,00 \$
Investissement	32 563,00 \$
Total	2 423 592,00\$

SOURCE :

Bureau d'évaluation médicale – Secteur du travail

COLLABORATION :

Service des Budgets d'Administration et du Coût de revient – Secteur des services à la gestion et des ressources informationnelles

VALIDATION :

DATE :

2022-03-08

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-67

Titre :

Répartition de l'effectif selon la spécialité et heures travaillées pour 2021-2022 et les prévisions pour 2022-2023.

Exposé et statistiques :

La direction du Bureau d'évaluation médicale (BEM) ne comptabilise pas les heures travaillées des membres. Le BEM répond aux demandes d'avis transmises par la CNESST.

Nombre de membres par spécialité en 2021-2022

Spécialités	2021-2022
Anesthésiologie	0
Chirurgie générale	1
Chirurgie orthopédique	32
Chirurgie plastique	5
Dentisterie	1
Dermatologie	1
Médecine de famille	3
Médecine interne	1
Médecine physique et réadaptation	3
Neurochirurgie	12
Neurologie	2
Ophtalmologie	3
ORL et chirurgie cervico-faciale	2
Pneumologie	1
Psychiatrie	7
Rhumatologie	0
Urologie	0
Total	74

Données en date du 28 février 2022

SOURCE :

Bureau d'évaluation médicale – Secteur du travail

COLLABORATION :

VALIDATION :

Direction de l'analyse et de l'information de gestion – Secteur de la gouvernance et de la performance organisationnelle

DATE :

2022-03-17

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-68

Titre :

Nombre d'avis sans divergence d'opinions (contestation) demandés par la CNESST, pour 2021-2022.

Exposé et statistiques :

Année financière	Nombre de demandes de la CNESST pour obtenir un avis sans contestation
2021-2022	418

Source : DBEM0309b

Donnée au 28 février 2022

SOURCE :

Bureau d'évaluation médicale – Secteur du travail

COLLABORATION :

VALIDATION :

Direction de l'analyse et de l'information de gestion – Secteur de la gouvernance et de la performance organisationnelle

DATE :

2022-03-17